

avril → juillet/1983

T2137-482-8,00 F

# le monde heβδο Libertaire



ISSN 0026-9433

Organe de la FÉDÉRATION ANARCHISTE      adhérente à l'I.F.A.      N° 482    JEUDI 7 AVRIL 1983    8,00 F

CONTRE LE CAPITALISME, SA RIGUEUR, SA MISÈRE...

## IMPOSONS L'ÉGALITÉ ÉCONOMIQUE!



Fop 2520



# UN OUTIL

POUR LUTTER, POUR CONSTRUIRE

LISEZ CHAQUE JOUR LE POINT DE VUE DES ANARCHISTES DANS LE MONDE LIBERTAIRE

EN VENTE DANS LES GARES ET LES PRINCIPAUX KIOSQUES

FEDERATION ANARCHISTE 145, rue Amelot 75011 Paris Tel: 805.34.08

Affiche éditée par l'administration du Monde libertaire. Prix : 5 F l'unité ; 0,95 F à partir de 10 exemplaires. Format : 65 x 90.

DES SYNDICALISTES PARLENT, SUR RADIO LIBERTAIRE

CHRONIQUE SYNDICALE

89,5 MHz

Carte postale éditée en soutien à Radio-Libertaire. Elle est gratuite et disponible à la librairie du Monde libertaire.

NOUS MILITANTS SYNDICAUX DEMANDONS DEROGATION POUR RADIO LIBERTAIRE.

Mme Michelle COTTA  
100 au Raymond  
Boscard  
75016 Paris

## PERMANENCES DES GROUPES F.A.

- Groupes de Caen : permanences et table de presse le vendredi, de 11 h 30 à 13 h 30, au restaurant universitaire B de Caen.
- Groupes « Albert Camus » de Toulouse : permanence dans les locaux du CEAC, au 1 bis, rue Gramat, le jeudi de 18 h 30 à 20 h et le samedi de 15 h à 18 h 30.
- Groupes du Morbihan : permanences tous les vendredis de 19 h à 21 h, à la bibliothèque de la rue du Château, à Auray.
- Liaison Bas-Rhin : permanence chaque vendredi, de 11 h 30 à 13 h, au cours de la tenue de la table de presse, au Restaurant universitaire « Paul Appel », à Strasbourg et le dernier jeudi du mois, à partir de 20 h, au CARDEK, 13, rue du Général-Zimmer, à Strasbourg.
- Liaison FA de Guingamp : permanence au local du CES, au centre culturel de Pors Anguen, les deuxième et quatrième mercredis du mois, de 20 h à 21 h.
- Groupes de Noyon : permanence le 1<sup>er</sup> jeudi du mois, sous-sol de la mairie de Noyon, de 20 h 30 à 22 h 30 environ.
- Groupes Michel Bakounine : permanence tous les jeudis, de 20 h 30 à 21 h 30, Maison des syndicats, salle n° 2, 2, rue Tréville, 17300 Rochefort.
- Groupes Région toulonnaise : le samedi de 15 h 30 à 18 h, au centre d'étude et de culture libertaire, cercle J. Rostand, rue Montebello, Toulon.
- Groupes de Rennes : le mardi à partir de 20 h à la MJC La Palette.
- Permanences FA d'Angers : tous les vendredis de 17 à 19 h, à la librairie La Tête en Bas, 17, rue des Poëliers à Angers.
- Groupes de Marseille : le samedi de 14 à 17 h, 3 rue de la Fontaine de Caylus, 13002 Marseille.
- Groupes du Havre, Jules Durand/L'entraide : Pour tout contact, écrire à ADIR, 53, rue Jules Tellier (en face du parking Franklin), 76600 Le Havre.
- Groupes du 11<sup>e</sup> : permanence à Publico, 145, rue Amelot, 75011 Paris, tous les mardis de 10 à 15 h.
- Groupes d'Amiens : permanence tous les mardis de 19 à 20 h, salle Dewailly, 80000 Amiens. Germinol c/o BP 7, 80330 Longueau.
- Groupes Nestor Makhno de Saint-Etienne : tous les mardis à partir de 19 h 30, salle 15 bis CNT-LP, Bourse du Travail, cours Victor Hugo à Saint-Etienne.
- Groupes « Soleil noir » de Cadillac : tous les samedis de 14 à 19 h, 26, rue de Brunne à Cadillac (salle de l'ancien CES).
- Groupes Eugène Varlin : petite salle du patronage laïc, 72, avenue Félix Faure, (15<sup>e</sup>), métro boucicaud, tous les mercredis de 19 à 20 h.
- Groupes « les temps nouveaux » de Brest : permanence le 3<sup>e</sup> samedi du mois, de 10 h à 12 h, au Centre social de Pen Ar Creach, rue du professeur Chrétien.
- Groupes Fresnes-Antony : le samedi de 10 à 19 h et le dimanche de 10 à 13 h, au 34, rue de Fresnes, 92160 Antony, tél. : 668.48.58.
- Liaison Blois : permanences le jeudi de 18 à 22 h, 24, rue Jean de la Fontaine, apt 57, Blois — 74.26.02.
- Groupes d'Anizy-le-Château : permanence les lundis, de 19 à 20 h, salle communautaire du Moulin de Paris, Merlieux, 02000 Laon (tél. : (23) 80.17.09).
- Groupes Sébastien Faure de Bordeaux : le mercredi de 18 à 19 h et le samedi de 14 à 17 h, en son local, 7, rue du Muguet à Bordeaux.
- Groupes Voline : 26, rue Piat, Paris 20<sup>e</sup>. Permanences les 1<sup>er</sup> et 3<sup>e</sup> jeudis de chaque mois, de 19 à 20 h 30, et samedi sur rendez-vous.
- Groupes Proudhon de Besançon : 77, rue Battant, les mercredis et samedis de 16 h à 19 h.
- Groupes d'Aubenas : de 10 h à 12 h, sur le marché d'Aubenas, au cours de la tenue de la table de presse.
- Groupes Louise-Michel : permanence le lundi, de 18 h 30 à 20 h, au 10, rue Robert Planquette, Paris-18<sup>e</sup>.
- Groupes de Beauvais : permanence le 1<sup>er</sup> mardi du mois, de 19 h à 21 h, salle de la Tour, Soie Vauban, 60000 Beauvais.
- Liaison d'Aix-en-Provence : permanence tous les mercredis, de 14 à 17 h, dans le hall de la faculté de Lettres, au cours de la tenue de la table de presse.
- Liaison Brunoy : permanence au Foyer social : 4, allée de Guyenne, entrée côté caves (en face du gymnase), Hautes-Mardelles, le jeudi de 19 h à 20 h.
- Groupes de Lille : tous les mercredis (excepté pendant les vacances) dans le hall de l'université de Lille III, de 11 h 45 à 13 h 45, à Villeneuve-d'Ascq ; tous les jeudis (sauf pendant les vacances), de 12 h 30 à 13 h 45, dans la cafétéria de l'UT Carrières sociales, 9, rue Angélier à Lille ; tous les premiers samedis du mois, de 15 h à 17 h, au 23 bis, rue de Fontenois, à Lille (tél. : (20) 53.85.23).
- Liaison de Lyon : permanence les deuxièmes et quatrièmes mercredis de chaque mois, de 20 h à 21 h 30, au 13, rue Pierre-Blanc, à Lyon.

## COMMUNIQUÉS

• La FA Romans/Bourg-de-Péage tiendra une permanence le samedi 16 avril, de 10 à 16 h, salle des Commissions, mairie de Romans (place Jules-Nadi).

• En vue de l'obtention de l'abrogation du protocole Henu/Savary, un collectif s'est constitué sur Romans. On peut le contacter à la permanence du groupe des objecteurs (le GODA), tous les mardis, de 16 h 30 à 18 h), MJCR Martin-de-Romans.

• Un comité de lutte pour l'abrogation du protocole d'accord Henu/Savary est en voie de constitution à Angoulême. Pour tout contact, écrire aux RI qui transmettront.

• Le groupe de Villejuif-Vitry assurera désormais quatre ventes du Monde libertaire :  
- Kremlin-Bicêtre, à la sortie du métro, de 17 h 30 à 19 h, le vendredi ;  
- gare de Vitry, le vendredi de 17 h à 18 h 15 ;  
- Vitry, place du Marché, le samedi de 10 h 15 à 12 h ;  
- Villejuif, marché Romain-Rolland, le samedi de 10 h 15 à 12 h.

• Le groupe E. Pouget (vallée de Chevreuse) organise, tous les premiers mardis de chaque mois, un exposé-débat pour ses sympathisants. Ces réunions se dérouleront à l'Orangerie du château de la Pacaterie, 11, rue Charles de Gaulle.

pour qu'ils puissent s'embrasser...

DES PARLOIRS SANS SEPARATION !

Affiche éditée par le groupe libertaire de Versailles, en soutien au Comité actions familles prison (BP 15, 78151 Le Chesnay cedex). Prix : 5 F l'unité, 1 F au-dessus de 10 exemplaires. Format : 44 x 56.

# la religion nie l'individu !

Écoles de l'obscurantisme et de la soumission, les religions justifient la misère et perpétuent l'injustice.

Fédération anarchiste, 145, rue Amelot, Paris 11<sup>e</sup>

Affiche éditée par le groupe libertaire de Versailles. Prix : 5 F l'unité ; 0,70 F à partir de 10 exemplaires. Format : 44 x 56.

## Sommaire

- PAGE 2 Activités des groupes FA
- PAGE 3 En bref
- Inspecteur la bavure
- Larzac : dernières nouvelles
- Editorial
- Une certaine presse
- PAGE 4 Journée « collège » de 21 mars
- La France aux Français...
- PAGE 5 Alternative et révolution
- Il était une fois l'alternative
- PAGE 6 Économie sociale...
- Charte de l'économie sociale
- PAGE 7 Concours d'architecture
- Yves Klein
- PAGE 8 Informations internationales
- PAGE 9 A propos de l'union libre
- PAGE 10 Notes de lecture, théâtre, cinéma
- PAGE 11 Jacques Debronkart, Radio-Libertaire
- PAGE 12 Les syndicats...
- Sur les frères épaulés du lampiste

NON  
A LA SYMBOSE  
ARMÉE / EDUCATION

Badge édité par le groupe du 3<sup>e</sup> arrondissement de Paris contre le protocole d'accord Henu/Savary. Prix : 6 F.

## ANTONY

Dans le cadre de la campagne contre le protocole d'accord armée/éducation de MM. Henu et Savary, le groupe Fresnes-Antony de la FA vous convie à un meeting sur ce thème, le mardi 12 avril, à 20 h 30, au cinéma Le Sélect (salle Dulac), à Antony (m<sup>o</sup> Antony, ligne de Sceaux).

Permanence des Relations intérieures : le samedi, de 14 h 30 à 18 h, au 145, rue Amelot, Paris-11<sup>e</sup> (m<sup>o</sup> République), tél. : 805.34.08.

## DRANCY

Le groupe Bobigny-Drancy organise le jeudi 14 avril 1983 une réunion-débat ayant pour thème : le protocole d'accord Henu/Savary. A l'issue de ce débat, il sera envisagé une série d'actions sur les deux villes pour l'abrogation de ce protocole. Les enseignants, lycéens, parents... sont cordialement invités à assister à cette réunion qui aura lieu à la salle Paul-Éluard, 144, rue Roger-Salengro, 93 Drancy. Rendez-vous : 20 h précises.

Le n° 32 de La Rue, revue culturelle du groupe Louise-Michel est paru.

Au sommaire : *La Bureaucratie dans les pays de l'Est*, par C. Pibault, *De la théorie économique marxiste aux faits*, par R. Bosdeveix, *Dissidence et opposition ouvrière au capitalisme d'Etat*, par V.N. Trifon, *L'Insurrection des Basses-Alpes* par C. Aurent, *La FA et la révolte de la jeunesse*, par M. Joyeux, *La Révolution culturelle en lycée technique*, par M.-C. Calmus, *Nouvelles mesures pour l'emploi*, par M. Kobia.

En vente à la librairie du Monde libertaire : 30 F.

Vient de paraître aux éditions du groupe Fresnes-Antony : *Volonté anarchiste n° 20-21 : Cléricalisme moderne et mouvement ouvrier*, par Marc Prévôtet.

Ce numéro coûte 25 F et est en vente à la librairie du Monde libertaire.

Abonnement pour huit numéros : 110 F ; abonnement de soutien : 180 F (chèques à l'ordre de ASH, 34, rue de Fresnes, 92160 Antony). Nous fournissons une liste de nos éditions sur simple demande.

Rédaction-Administration  
145, rue Amelot, Paris 11<sup>e</sup>  
Directeur de publication  
Maurice Joyeux  
Commission paritaire n° 55 635  
Imprimerie « Les Marchés de France »  
44, rue de l'Ermitage, Paris 20<sup>e</sup>  
Dépôt légal 44 149 - 1<sup>er</sup> trimestre 1977  
Routage 205 - Publi Routage  
Diffusion SAEM Transport Presse

Abonnez vous !

TARIF

	France	Sous-plis fermé	Etranger	Rédaction-Administration
3 mois	13 n° 85 F	95 F	120 F	145, rue Amelot 75011 Paris
6 mois	25 n° 155 F	180 F	230 F	Tél. 805-34-08
1 an	50 n° 300 F	335 F	420 F	

Abonnement de soutien : 350 F Règlement à l'ordre de Publico

BULLETIN D'ABONNEMENT  
à retourner 145, rue Amelot 75011 Paris-France

Nom ..... Prénom .....

N ..... Rue .....

Code postal ..... Ville .....

à partir du N ..... (inclus) Pays .....

Abonnement  Réabonnement  Abonnement de soutien

Règlement (à joindre au bulletin)

Chèque postal  Chèque bancaire  Mandat-litre

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande et 4 F en timbre-poste.



## en bref... en bref...

• L'Union pacifiste région parisienne organise une « folle nuit pacifiste » le 12 avril, au 28, rue Dunois, dans le 13<sup>e</sup> arrondissement de Paris, avec : les Frères Amara (orgues de Barbarie), Vania Adrieu Sens (Gaston Couté), Fubu (musique folk), de 19 h à 24 h. Participation aux frais : 30 F. Buffet sur place.

• Les Hautes Ecoles de science sociale organisent, chaque mardi, de 17 h à 20 h, un cours sur Proudhon, au 44, rue de la Tour, Paris-16<sup>e</sup>. Le 12 avril : E. Descamps viendra parler de l'influence de Proudhon dans la CFDT. Entrée libre.

• La Libre Pensée organise les 23 et 24 avril à la MJC d'Épernay (Marne) une session avec forums-débats sur le thème : « Quelle école pour demain ? », le 23 à 16 h, sera traité le projet Henu/Savary. Participation : Jacques Mombé, Roland Bosdeveix. Soirée cinéma et poésie. Entrée libre. Et tout cela Rue Pupin.

• En plus de la sortie du n° 35 (avril) de la Tribune des athées, l'Union des athées tient son congrès annuel le 22 mai, à l'hôtel Nikko de Paris, au 61, quai de Grenelle, Paris-15<sup>e</sup>, de 9 h à 18 h. A partir de 15 h, aura lieu un exposé-débat sur : Religions et racisme. Pour plus de renseignements : Union des Athées, 03330 Bellenaves.

• Suite à l'émission diffusée le 22 mars 1983, à 12 h 15, sur Antenne 2, au cours de laquelle Jacques Delors, ministre de l'Économie et des Finances, a déclaré que certains jugeaient que l'inflation était inévitable et même nécessaire, l'association « Solidarité nationale » (dont fait partie l'Union des athées) demande la possibilité d'exposer et de défendre son point de vue, se considérant mise en cause et discréditée.

• Après la réunion des collectifs et groupes anti-symbiose armée/éducation, à Carmaux, les 19 et 20 mars dernier, il a été décidé le tirage d'une affiche signée Coordination nationale pour l'abrogation du protocole d'accord Henu/Savary. Cette affiche sera collée lors de la semaine d'action nationale prévue du 15 au 21 mai. Cette affiche sera tirée à Lyon. La date limite des commandes est fixée au 15 avril. Coût approximatif : 1 F pièce (pour deux couleurs) + frais de port. Le nombre d'affiches tirées et son prix de revient définitif variera selon le nombre commandé. Pour les commandes : Collectif d'opposition au protocole d'accord Henu/Savary : c/o CEP, 44, rue Saint-Georges, BP 5006, Saint-Jean, 69245 Lyon cedex, tél. : 16 (7) 837.42.77, le mercredi à 18 h et le jeudi de 19 h à 20 h.

## ERRATUM

Dans le Monde libertaire n° 481, Une erreur s'est glissée dans l'avant-dernier paragraphe de l'éditorial. Il fallait lire : l'existence de l'Etat est compatible avec le socialisme et non : l'existence de l'Etat est incompatible avec le socialisme.

## INSPECTEUR LA BAVURE

« Si je vous le racontais, amis lecteurs, vous ne me croiriez pas ». Ainsi pourrais-je commencer le début d'un article dans un journal « bien pensant » où le naïf le disputerait à la pudibonderie et qui ne relaterait les faits policiers, pour une fois, en n'en ressortant qu'une affaire de proxénétisme à laquelle des policiers seraient mêlés.

Ici, la réalité est autre. Pour les lecteurs du Monde libertaire, ce n'est pas tomber dans un « gauchisme à la mode » que de leur narrer les interventions policières en ponctuant les commentaires de « Oh les méchants », mais cette fois-ci, et cela malgré le temps écoulé depuis, la gravité du sujet l'emporte sur le dépassement de l'actualité.

Le Samedi 22 mars, les Meufs (groupe de femmes) inaugurent l'ouverture d'un café aux alentours de la rue de Crimée (lieu bien connu de tous ceux qui s'intéressent à la vie des squatts). L'inauguration du sympathique lieu bat son plein quand, au moment où l'on s'y attend le moins, des flics débarquent sans le moindre carton d'invitation. Là, bousculade, mouvement d'humeur, sûrement dus au manque de courtoisie dont ont fait part les Meufs en oubliant d'inviter les autorités. Et crac ! onze personnes se retrouvent au commissariat de la rue de Nantes. Pendant ce temps, quelques policiers et maçons s'attardent sur les lieux de la fête, en obstruant toutes les ouvertures.

Le commissaire Peuche, qui dirigea les opérations et dont on reparlera plus tard, procédait à un dialogue plein de délicatesse où il demandait aux joyeux fêtards de décliner noms, adresses et autres choses fort intéressantes quand il entendit le sien. A l'extérieur, évidemment, il aurait pu voir trois personnes dans une voiture et un mégaphone dont ces personnes se servaient à pleine puissance, et cela sans sortir du commissariat. Mais les propos tenus ne l'y engagèrent pas : « Commissaire Peuche, commissaire la bavure, tu es un arriviste, tu es un ambitieux. Nous te ferons tomber. Tu agis dans l'illégalité et tes supérieurs ne te suivront pas. Rappelle-toi l'affaire du Coral et de J.-C. Krief... » et, le mégaphone de terminer ainsi : « ... tu es connu pour tes faux témoignages ».

Humainement parlant, qui aurait pu rester insensible à pareille provocation ? Comment une seule seconde rester de marbre. De l'extérieur, le spectacle de policiers en civil surgissant d'une porte du commissariat, armes au poing, n'a pas dû être joyeux. D'ailleurs, le fait même que ces trois provocateurs aient envisagé de s'enfuir avec leur voiture le prouve. Heureusement, raisonnablement, puis-je dire, ils n'allèrent pas bien loin. Combien y a-t-il de neurones dans la cervelle d'un flic ? Autant que dans celle de tout homme, me répondez-vous avec un sourire malicieux. Suffit-il d'un seul homme, poussé par je ne sais quel mécanisme cérébral complexe pour déclencher le carnage ? Inspecteur la bavure, tu n'étais pas loin, ce jour-là. Là, les redoutables malfaiteurs baissent leur arme. Si elle n'a pas été très meurtrière, en tous cas elle a été percutante, certainement un appareil de bonne marque pour qui a déjà utilisé un mégaphone. Percutant, car pour que les flics aient tapé aussi fort sur Pierre Choustername (envoyé directement à l'hôpital pour se faire suturer la tête), il a fallu qu'ils aient été sérieusement touchés.

Percutante pour que Frédéric Joyeux passe 24 heures dans un réduit de un mètre vingt de côtés sans s'allonger, sur les quarante de garde-à-voir subie avec M.-H. Laval, membre des meufs.

Commissaire Peuche, aurais-tu quelque chose à te reprocher ? Krief, Coral ? Ces noms me rappellent étrangement d'autres histoires. A moins que F. Joyeux ait été victime d'une malchanceuse coïncidence. Moi, je trouve que le monde est bien petit pour ces quatre milliards d'habitants. Remarquons tout de suite que si Peuche est ou était le commissaire chargé d'arrêter les membres du Coral et que Frédéric Joyeux a pris part dès le début au soutien des lieux de vie, quarante heures de garde-à-voir, ce n'est pas les quatre mois de prison de Claude Sigala... A moins que ?...

Enfin, ils ont été libérés sur ordre du procureur, M. Dounas, avec à charge contre eux : « outrage à officiers supérieurs de police » articles 222 et 223 du Code pénal. Ils passeront en procès le 3 mai, à la 24<sup>e</sup> chambre correctionnelle de Paris, et seront défendus par M<sup>r</sup> Verges et M<sup>r</sup> Auerbacher, avocats du Coral (tiens, encore des coïncidences).

Les conclusions, amis lecteurs, lors du procès !

Thierry

## Larzac : dernières nouvelles et fête le 10 avril

LES choses se précisent à la Vernède, cette ferme du Larzac occupée depuis trois mois par un membre du Syndicat des travailleurs paysans (voir ML n° 481).

Alors que la SADER avait publié dans la presse locale des communiqués où l'on pouvait lire qu'une partie du domaine de la Vernède était attribuée à M. Bazin de Caix, un industriel, ce dernier n'a toujours pas reçu son attribution écrite. La SAFER prétexte la présence de Jean-Emile Sanchez. Or, Bazin se fout éperdument que Jean-Emile soit sur les terres ou pas. Ce

qu'il veut, c'est acheter. La SAFER de sert de Bazin pour expulser.

Pour pouvoir organiser un soutien au niveau régional, les travailleurs paysans organisent une fête le 10 avril à la Vernède (sur la commune de Saint-Michel, près du Caylar) : amenez casse-croûte et instruments de musique. A cours de cette journée, on pourra s'informer bien sûr et surtout envisager une riposte face à la SAFER en cas d'expulsion qui, ne l'oublions pas, est prévue à partir du 11 avril.

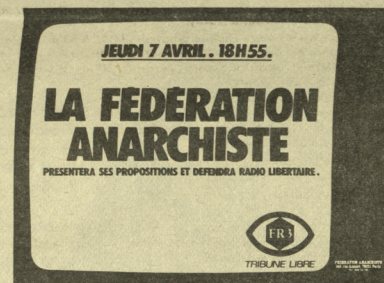
Claude (groupe de Béziers)

## Editorial

Il me semble que l'on puisse constater, c'est que le train de mesures d'austérité décidé par le gouvernement et destiné à soulager la balance commerciale, les caisses des régimes sociaux et le secteur des entreprises publiques, n'a pas provoqué les remous auxquels on était en droit de s'attendre. Hormis les professionnels des agences de voyage, qui ont manifesté immédiatement leur opposition au principe de limitation des sorties de devises, les réactions syndicales ont brillé par leur mollesse et leur opportunisme. Les différentes ponctions qui grèveront les revenus, les augmentations unilatérales des tarifs publics, représentent pourtant bien des amputations notoires du pouvoir d'achat qui toucheront salariés et non-salariés, à savoir retraités et chômeurs. Or, face à l'austérité renforcée, la CGT n'ambitionne pas moins que d'apporter des « correctifs indispensables », tandis que la CFDT regrette de n'avoir pas été préalablement associée au projet : aucune riposte sur le fond n'est envisagée, seules des critiques appelant des aménagements négociés aux plus hauts niveaux ont été avancées.

Les bureaux confédéraux voudraient livrer sur un plateau les salariés au gouvernement ; l'union sacrée gouvernement-syndicats-exploités, cimentée par la collaboration des leaders des principales centrales est en place. Reste à savoir jusqu'à quel degré les salariés accepteront de se laisser ligoter au profit de cette « communauté d'intérêts » d'obédience chrétienne, ce « partage du travail » à relents corporatistes, thèmes à la mode, cette infantilisation de l'individu par l'intervention toujours plus accrue de l'Etat dans notre vie, qui, non satisfait de nous contrôler et de nous pressurer, voudrait nous imposer nos lieux de vacances et nous persuader que nous vivons au-dessus de nos moyens. Dépossédés par l'exploitation, encadrés par l'Etat, nous devrions, salariés, chômeurs, retraités, sauver le capitalisme de sa propre crise et en faire bénéficier les politiciens de gauche. Est-ce le rôle des exploités de courber le dos pour permettre au capitalisme de ressusciter la pleine croissance de ses profits ?

Il y a longtemps que « socialisme » est un mot proscrit des discours de Mitterrand et Mauroy. Même si nous, anarchistes, n'avons jamais cru en leurs propos, c'est un signe révélateur de leurs objectifs.



## UNE CERTAINE PRESSE

La liaison du Lot serait-elle boudée, pour ne pas dire censurée, par le journal local ? En effet, de tous les communiqués de presse que nous avons envoyés au journal local depuis l'année dernière, deux seulement sont passés. Un sur l'invasion israélienne au Liban et un autre sur l'appel en faveur de Roger Noël. Depuis, plus rien ! Rien en ce qui concerne l'affaire du Coral, pas même le communiqué de Claude Sigala à la presse que nous avions reproduit. Pourtant, messieurs les journalistes n'étaient pas les derniers pour dénoncer le scandale des ballets bleus et autres horreurs défilant la morale. Nous avons eu la naïveté de croire qu'un peu d'honnêteté leur ferait reconnaître qu'ils avaient été menés en bateau par une manœuvre politico-judiciaire, ou qu'ils donneraient un autre son de cloche à entendre à leurs lecteurs. Nous n'en faisons pas une question de fierté, mais une question d'éthique.

En effet, le mouvement libertaire — et ce qui, de près ou de loin, lui est apparenté — subit régulièrement les attaques d'une presse qui ne vit que par les scandales et autres grosses affaires. Des gens qui n'ont aucune connaissance des théories anarchistes ou qui, les ayant, préfèrent les combattre, choisissent de le faire en donnant de nous une image de doux illuminés quand ce n'est pas (en fait dans la plupart des cas) celle de dangereux terroristes ne rêvant que bombes, attentats et crimes gratuits.

Il nous appartient de dénoncer de telles pratiques qui, sous prétexte d'information, font uniquement de la désinformation et du bourrage de crâne. Les gens ont le droit d'être informés ; mais peut-on parler de véritable information quand elle est entre les mains de véritables monopoles ? Peut-on parler d'information alors qu'on nous assène des coups bas en nous refusant le droit de nous défendre ?

La presse représente un autre type de pouvoir que nous devons combattre avec la plus rigoureuse intransigeance.

Liaison libertaire du Lot



## JOURNÉE « COLLÈGE » DU 21 MARS : UN COLLÈGE RURAL DES DEUX-SÈVRES REGROUPANT SIX MILLE ÉLÈVES

Se réunissaient pour réfléchir ensemble sur la rénovation des collèges, la presque totalité des personnels du collège (agents de service, gestionnaire, secrétaire, surveillants, professeurs, conseillers d'orientation), quelques dizaines d'élèves (malgré l'absence du ramassage scolaire) et une quinzaine de parents, d'ailleurs plus nombreux l'après-midi. Certains de ces derniers ont déploré le choix du lundi et la non-distribution du document de réflexion.

Sept groupes de travail sont mis en place pour commenter la déclaration du 1<sup>er</sup> février du ministre ; ils se retrouvent l'après-midi en séance plénière pour présenter leurs conclusions.

A propos de l'organisation interne des collèges, le premier groupe distinguait deux organisations : l'une dite verticale (classe hétérogène et comportant des échanges d'heures d'une matière à l'autre), et l'autre dite horizontale (avec

des groupes de niveaux-matière).

Le groupe suivant étudiait « les fonctions de l'enseignement » : le professeur doit avoir pour fonction d'apporter des connaissances, d'être un éducateur, d'apprendre à réfléchir et à s'ouvrir à la société et à la vie active. Des élèves regrettaient le peu de relations avec les professeurs, dont la personnalité propre joue un grand rôle. Le rapporteur évoquait le tutorat, souhaitait une meilleure formation pédagogique et même psychologique des enseignants. Cette fonction de tuteur (qui ne doit être ni un inquisiteur, ni un répétiteur, ni un substitut des parents) semblait plutôt être du ressort d'une équipe éducative et permettre un meilleur suivi du travail des élèves. On approuvait la concertation interdisciplinaire sans insister sur le temps nécessaire à sa mise en œuvre.

En ce qui concerne l'équilibre et le contenu des activités proposées aux élèves, ceux-ci de-

vaient dire que leur journée était trop chargée et qu'ils voyaient mal la finalité de certaines matières, jugées trop abstraites, ce qui attirait l'attention sur la nécessité de plus en plus évidente de relier les matières enseignées à la vie courante. On envisageait aussi des séquences de cours de 45 minutes.

Le groupe traitait des projets d'établissement évoquant les manques dans le domaine de l'équipement et du cadre de vie, et envisageait une organisation du temps libre en harmonie avec l'emploi du temps proprement dit.

Le groupe réfléchissant sur l'orientation souhaitait une meilleure coordination des visites d'entreprise, davantage de SES et affirmait l'intérêt des stages existant en Classe préprofessionnelle de niveaux.

Pour une meilleure ouverture du collège, le rapporteur du sixième groupe souhaitait un emploi du temps plus souple, davantage de locaux et de per-

sonnel d'entretien et posait le problème des transports pour les sorties éducatives, et celui du remplacement en cas de stage.

Enfin, un dernier groupe évoquait succinctement les relations du collège avec l'école, le LEP et le lycée, pour regretter l'absence d'instituteurs ou de professeurs de lycées à cette journée et se demander s'il était nécessaire, en considérant les difficultés de beaucoup, que tous les enfants entrent en sixième. A cela il était répondu que certains enfants du collège devraient relever d'un enseignement spécialisé (Sections d'éducation spécialisées-ENP). Le collège devrait permettre une scolarité amenant l'enfant au maximum de ses possibilités par un rééquilibrage et une diversité des activités.

Mais cette réflexion — c'était prévu ainsi — ne devait être que théorique ; une autre journée, en mai, permettra d'envisager de manière concrète la prochaine

rentrée et de mettre en œuvre certains aspects de la réforme. Tutorat, concertation, confiance, décloisonnement, groupes de niveaux mobiles en cours d'année : on rêve d'un enseignement personnalisé, adapté aux enfants auxquels il s'adresse. Mais reste en question le problème essentiel : quels seront les moyens de ce changement ? Quel contingent horaire, quels suppléments de locaux et de matériel seront accordés ? Et s'il faut agir de manière empirique, sans moyens, ne sera-t-on pas tenté de déformer ces projets et de les dénaturer en appauvrissant tout simplement l'enseignement dans les collèges pour l'« adapter » démagogiquement à tous ? (1).

La théorie est séduisante. Qu'en sera-t-il de la réalisation face aux impératifs de l'« austerité ».

Jeannine

(1) Le SNES estime à sept mille le nombre de postes nécessaires dans le second degré.



### LA FRANCE AUX FRANÇAIS, LA BOURGOGNE AUX ESCARGOTS

**C'** EST donc une affaire entendue : les travailleurs immigrés sont les grands responsables de tous les malheurs de la Doule France.

La campagne électro-flatte-cons qui vient de s'achever aura été placée sous le signe de la haine raciale et de l'appel à la légitime défense... Les surprenants résultats des partis d'extrême droite reflètent bien le malaise qui est dans l'air de notre beau pays...

Des coups de gueule fascistes de Le Pen style : « deux millions de chômeurs, c'est deux millions d'immigrés en trop » aux déclarations mielleuses de Mauroy contre les « fanatiques islamiques » de Citroën, les grands partis de gauche et de droite sont au moins d'accord sur un point : dehors les métèques ! Seules les façons de le dire les différencient...

Les fascistes, eux, savent très bien manier la philosophie dé bistrot pour faire courir les gens aux urnes... en attendant mieux.

Le Front national et le Parti des forces nouvelles ont fait campagne sur l'unique thème de l'immigration, avec la finesse qu'on leur connaît : « on n'est plus en France ! », « les rues ne sont plus sûres la nuit ! », « ils mangent notre pain blanc ! », « ils profitent de la Sécu ! », etc. On peut en ricaner, n'empêche, les chiffres sont là... L'extrême droite connaît son électorat : les braves gens qui en bavent à longueur d'années et qui cherchent des boucs-émissaires pour oublier leur résignation... Pas des nazis fanatiques, non... des braves gens... des travailleurs...

La droite traditionnelle a exploité les mêmes ficelles, avec juste un peu plus de modération dans le langage... Chirac préfère les théories élitistes du Club de l'Horloge aux manches de pioche... Chacun son « rôle ».

Et la gauche ? Le nationalisme du Parti communiste n'est plus à démontrer. Vitry et Montigny-les-Cornailles sont restés dans les mémoires... « L'Internationale » a pris du plomb dans l'aile, place du Colonel-Fabien...

Quant au Parti socialiste, les immigrés lui ont beaucoup servi, en mai 81... Combien ont voté PS par antiracisme, pour une utopie égalité Français-Immigrés, pour l'abrogation des lois Bonnet-Stoléru, pour que cessent les contrôles « au faciès », etc....

Aujourd'hui, le Parti socialiste a perdu la mémoire... Envoyées aussi ces belles promesses-là... Surprise ?

Les immigrés ont été utilisés par tout le monde pendant la campagne électorale... Les politiciens se les sont renvoyés comme des balles de ping-pong... Et maintenant que la foire est terminée, que va-t-il se passer ? Une chose est certaine : les jeunes immigrés ne courbent plus l'échine comme leurs parents... Ils sont un million et demi, dont 65% sont nés en France, et ils n'acceptent plus d'être traités comme ils le sont actuellement... De la Courneuve à Vénissieux, de Nanterre à Marseille, de Nice à Chatenay-Malabry, la révolte se fait de plus en plus entendre... Les affrontements récents avec les CRS dans les cités de transit, les manifestations antiracistes après les « bavures » de policiers trop « pressés », les concerts « rock against police », en témoignent avec force...

Leur combat est le nôtre. Ce sont les mêmes flics qui nous ma-traquent lorsque nous élevons la voix ! Ce sont les mêmes flics qui nous expulsent lorsque nous sommes grévistes ! Ce sont les mêmes flics qui nous contrôlent dans les couloirs du métro ! C'est le même patronat qui nous exploite sans scrupule ! Ce sont les mêmes politicards qui nous endorment avec leurs promesses de paradis à venir si l'on vote pour eux !...

Les travailleurs français, aveuglés par la propagande fascisante de Chirac, Le Pen et Cie, chloroformés par les partis « ouvriers », ne voient pas l'avenir qui se profile derrière cette nouvelle flambée du racisme...

Après les travailleurs immigrés, à qui le tour ?

Groupe Libertad



# ALTERNATIVE ET RÉVOLUTION

**C'** EST un fait connu : le mouvement anarchiste a toujours eu beaucoup de tendresse pour le mouvement alternatif. Comment d'ailleurs aurait-il pu en être autrement ? Changer les choses ici et maintenant, ça nous a toujours plus que particulièrement branché. Aussi, rien d'étonnant à ce que récemment nous fûmes parmi les rares, voire les seuls, à soutenir Claude Sigala et les inculpés du Coral et à mener campagne en faveur des lieux de vie.

Cela étant, la tendresse dont nous faisons preuve vis-à-vis de l'alternative en général ne nous empêche nullement d'émettre nombre de réserves vis-à-vis de certaines composantes du mouvement alternatif et même carrément de déclarer la guerre à certaines autres. C'est ainsi que nous critiquons sévèrement la logique de l'émiettement, de l'atomisation et de la parcellisation qui mène sans cesse l'alternative du désert glacé de la marge aux fondrières boueuses du réformisme et des fondrières boueuses du réformisme au désert glacé de la marge. C'est ainsi encore que nous dénonçons hardi tiens bon les tenants d'une participation de l'alternative au grand cirque électoral.

Bref, pour ce qui concerne les rapports entre l'anarchisme et l'alternative, on peut donc dire que pour la bibise, c'est d'accord... mais que pour le reste c'est une autre paire de manche. Trop de choses nous séparent au premier rang desquelles le rapport que nous avons les uns et les autres à la révolution.

Le mouvement alternatif, que nous connaissons aujourd'hui en France et en Europe a vu le jour dans l'immédiat après-68. A l'issue d'un printemps trop bref, nombreux furent en effet ceux qui analysèrent leur échec comme la résultante d'une stratégie erronée du changement. Les manifs étudiantes, la grève générale et les occupations d'usines... tout cela visait à déstabiliser le pouvoir au niveau politique et économique et à créer une brèche par laquelle aurait dû s'engouffrer le désir de changer la vie des « masses ». Or, les « masses » n'ont pas suivi et les syndicats et le patronat d'une part, le gouvernement et l'opposition d'autre part, en négociant sur la base de quelques miettes du gâteau, le retour à la normalité, n'ont finalement violé personne. Dans ces conditions, celles du décalage entre la rupture politique et économique et les mentalités entre autres, nombreux furent ceux qui pensèrent qu'il convenait de prendre le problème à la racine et de s'attacher au changement des mentalités. Plus question donc de concentrer ses efforts sur les murailles politiques et économiques du vieux monde. Mieux valait se disperser dans les campagnes environnantes de



la vie quotidienne, et les subvertir. Et une fois qu'on aurait subverti ces espaces, les villes politiques et économiques tomberaient comme des fruits mûrs !

Et c'est ainsi que l'on vit fleurir une multitude de luttes représentatives de ce que Alain Touraine définit comme le nouveau mouvement social, et qui sont à la base de ce qu'on appelle aujourd'hui l'alternative, la révolution moléculaire ou bien encore les révolutions minuscules. Les communautés, les écoles parallèles, les écoles sauvages, les luttes écologiques, antinucléaires, régionalistes, de libération sexuelle... s'inscrivent dans cette perspective.

Comme on le voit, l'alternative se situe dans une dimension profondément réactionnelle. Elle a très bien perçu la logique profonde des propriétaires de l'alternative au capitalisme privé (les institutionnels de gauche de l'alternative) : une logique qui vise avant tout à conquérir le pouvoir et qui, en attendant (mais après il n'y a bien sûr aucune raison pour que ça change) les lendemains soi-disant chantants d'un grand soir électoral, maintient les individus dans l'immobilisme. Malheureusement, à cette logique de la vieille gauche qui se targue d'une vision globale du changement, mais qui, dans les faits, concentre tous ses efforts sur le terrain économique et politique, l'alternative s'est contentée d'opposer une logique inversée, mais du même ordre. En se centrant sur la vie quotidienne, elle a opposé une hiérarchie du changement à une autre hiérarchie du changement. Et c'est là que se situe le cœur de sa propension à l'émiettement et au réformisme. Et c'est là que nous divergeons.

Car être anarchiste, on ne le répètera jamais assez, c'est s'inscrire résolument dans la perspective d'une révolution sociale concernant la totalité des différents aspects de l'aliénation généralisée qui est aujourd'hui notre pain quotidien à tous les niveaux de notre vie. C'est donc poser clairement le problème de la destruction totale du vieux monde et d'une reconstruction totale de la vie politique, éco-

nomique, sociale et quotidienne.

Mais, être anarchiste cependant, ce n'est pas, comme les marxistes savent si bien le faire, discourir à perdre haleine sur les lendemains soi-disant chantants d'un pseudo hypothétique Grand Soir et accepter par le biais de cette dialectique de la résignation l'intolérable du présent. Tout au contraire, c'est penser la révolution comme un processus permanent qu'il importe par conséquent d'enclencher immédiatement.

En clair, être anarchiste c'est donc conjuguer dès à présent la révolution au présent et au quotidien, mais en veillant à ce que les différents aspects de cette lutte globale (économique, sociale...) ne s'étiolent pas au soleil brûlant du particularisme et de l'émiettement et en œuvrant pour qu'au contraire ils convergent et se fédèrent dans la perspective d'une destruction globale du système dominant et d'une alternative globale à ce même système dominant.

Bref, si nous sommes pour la révolution au présent et au quotidien, nous sommes aussi pour la révolution généralisée et donc pour une rupture au niveau du politique, de l'économique et du social. Nous ne hiérarchisons nullement le changement. Nous voulons changer tout et tout de suite, et seuls des impératifs tactiques nous amènent à concentrer nos efforts dans tel ou tel espace de lutte.

Là se situe l'essentiel de notre divergence avec le mouvement alternatif qui, lui, hiérarchise le changement en privilégiant certains espaces de lutte. Et c'est une divergence de taille. Et c'est d'autant plus une divergence de taille que nous savons de quoi nous parlons. Car au début de ce siècle, le mouvement anarchiste (cf. l'article de Maylis) a prôné et vécu la même stratégie que le mouvement alternatif actuel, et il s'y est liquéfié complètement. Ainsi, sans prétendre en quoi que ce soit donner des leçons à d'autres, nous en avons tirées certaines par nous-mêmes. Et il n'est pas interdit d'en profiter !

Jean-Marc RAYNAUD

## IL ÉTAIT UNE FOIS L'ALTERNATIVE

**L** ES écologues bricolos, les bouffeurs de carottes bio, les communards purs et durs moi j'me libère monsieur, les écoles parallèles, les éducateurs anti-autoritaires, les joyeux drilles ou les peine-à-jour de la révolution sexuelle, les coopératives de tous ordres et autres SCOP..., tout ce qui relève aujourd'hui des révolutions minuscules, de la révolution moléculaire ou — comme on dit maintenant — de l'alternative, on a l'impression que c'est du tout neuf. Que ça sort de l'œuf. Dix ans, quinze ans, les retombées de mai 68, quoi ! Et donc nombreux sont ceux qui ont le sentiment, sinon d'avoir découvert l'Amérique, du moins d'avoir mis le pied sur un continent inconnu et d'être de ce fait à l'aube de quelque chose. A l'aube, à l'aube... tu parles !

A la fin du siècle dernier et au début de celui-ci, il faut le savoir, la révolution au présent et au quotidien, cette volonté féroce de changer les choses et la vie ici et maintenant, cette impatience de vie et cette méfiance vis-à-vis du changement à la mode du grand soir, on connaissait déjà. On connaissait déjà, façon de parler, natürlich ! Le mouvement anarchiste, français notamment, connaissait déjà !

Jean Maitron dans *Le Mouvement anarchiste en France* (1) retrace très bien cette période, exemples et documents à l'appui. Il nous dépeint le mouvement néo-malthusien. Ces obsédés de la limitation des naissances ! Ces forcés de la bonne parole contraceptive ! Il nous conte les universités populaires. Cette soif de savoir. D'un savoir autre ! D'une éducation autre ! Par le biais d'écoles libertaires. De lieux d'éducation anti-autoritaire (2). Sébastien Faure, Paul Robin, Cempuis, La Ruhe. Et combien d'autres ! Il nous dépeint les chevaliers de la coopération. Ces consommateurs qui s'unissaient pour acheter mieux et à meilleur prix. Ces travailleurs qui se groupaient pour produire bien, sans patron ni hiérarchie. Il nous parle de ces écologues avant la lettre qu'étaient les stakanovistes du naturisme et autres obsédés de l'hygiène corporelle, d'une alimentation saine, bio, végétarienne, végétalienne... Il nous cause d'abondance de l'extraordinaire vague communautaire de l'époque. Les milieux libres qu'on appelait ça. Le retour à la terre, le droit à la paresse, la liberté et l'égalité au pluriel, la libération de l'individu, des mœurs... déjà ! Il nous parle de l'illégalisme. La gratte, la fauche, la reprise individuelle, la prise au tas, l'escroquerie aux assurances, les petites arnaques... la p'tite démerde, quoi ! Bref, Maitron nous explique en long, en large et en travers que l'Amérique de l'alternative que certains libotomisés de l'intelligence s'imaginent avoir découverte il y a peu, avait déjà été découverte. Etonnant, non ? Comme dirait le procu !

Etonnant, oui ! Car on a du mal à s'imaginer que d'autres avant nous, près d'un siècle avant nous, s'essayaient déjà à changer les choses et la vie dans un environnement cent mille fois plus hostile que celui d'aujourd'hui ! Mais inquiétant également. Car comment diable se fait-il qu'on n'ait jamais entendu causer de ces gens-là ? Et pire encore, pourquoi n'ont-ils pas réussi à mettre à bas le vieux monde ? Inquiétant, non ?

Inquiétant oui, inquiétant non ! Ça dépend comment on prend les choses ! Si t'es un imbécile sans espoir d'alternative du moment, cette alternative éclatée, émietlée, divisée, parcellisée ; si tu penses que la révolution c'est avant tout et d'abord l'écologie, la communauté, l'éducation, la sexualité ou les coopératives... alors là oui, tu peux flipper. Car tu découvriras que ton délire, d'autres l'ont eu avant toi et qu'ils se sont plantés. Lamentablement. Misérablement. Qu'ils se sont liquéfiés lentement, mais sûrement. Ou qu'ils se sont intégrés au système dominant. Ou qu'ils ont été récupérés par ce même système.

En revanche, si tu penses que la révolution au présent et au quotidien, à tous les niveaux de la vie, sans hiérarchie aucune, c'est fondamental, mais que cette révolution doit en rejoindre d'autres, moins spectaculaires, de celles qui besognent à l'atelier, au bureau, dans les syndicats ou ailleurs, et que cette convergence doit tendre vers une rupture globale, totale, avec le vieux monde... alors ce que dit Maitron n'est pas inquiétant. Il te montre tout simplement ce qu'il ne faut pas faire et, par contre-coup, ce qu'il faut faire. Ne pas se diviser, s'éparpiller ! S'unir ! Rester lucide sur la marge de manœuvre de l'alternative. Avoir le regard planté sur l'horizon de la révolution sociale...

Bref, de ce formidable passé de l'anarchisme dans son rapport à l'alternative, tu peux soit en tirer profit soit en ricaner bêtement et tristement jusqu'à t'en faire éclater le désespoir. A toi de voir !

Il y a un proverbe qui dit : « le lendemain s'instruit aux leçons de la veille ». Il y en a un autre qui dit : « l'expérience est comme une lanterne que l'on porte sur le dos : elle n'éclaire que le chemin parcouru » !

Alors, fais comme tu veux ! Ou comme tu peux ! Les fiançailles de l'alternative et de la révolte, ça n'a pas donné grand-chose au passé. Au présent, c'est un peu du kif. Mais peut-être que ça s'explique ? Que les mêmes causes produisent toujours les mêmes effets (je crois que J.-M. Raynaud en parle un peu) ? Alors, si on essayait de comprendre ces causes... pour déboucher sur d'autres effets ? On peut bien rêver ! Tu crois pas au prince charmant ? Moi, si ! Ah, l'amour !

Maylis o'Brian

(1) Jean Maitron : *Le Mouvement anarchiste en France*, édition Maspero, deux tomes. En vente à la librairie du Monde libertaire : le tome I 90 F, le tome II 80 F.  
Jean-Marc Raynaud : *L'Éducation libertaire*, éditions Spartacus. En vente à la librairie du Monde libertaire : 25 F.



« L'ÉCONOMIE sociale existe entre une société où l'Etat planificateur domine et génère un homme administré, et une société capitaliste de profit qui accouche d'un homme consommateur et objet. » (Michel Baroin, président de la Fondation de l'économie sociale).

Le terme d'économie sociale est entré dans ce qu'il est convenu d'appeler le grand public depuis l'avènement de la gauche au pouvoir, en mai 1981. En effet, le gouvernement socialiste a créé une délégation interministérielle à l'économie sociale, et le ministre du Plan est également chargé de ce secteur qui, outre les nombreuses publications spécifiques à chacune de ses composantes, possède un organe général : *La Lettre de l'économie sociale*, « hebdomadaire d'informations sociales, économiques, syndicales et législatives ». Des ouvrages traitant de cette économie ont récemment paru. Bref, il semble intéressant de regarder de plus près ce que recouvre ce vocable, d'examiner cette économie qui rejette aussi bien l'économie étatique que l'économie libérale.

Les principes qui la régissent peuvent déjà nous éclairer. Ce sont :

- la volonté de s'associer spontanément et librement ;
- le partage démocratique du pouvoir (un homme = une voix, quel que soit l'apport de chacun en idées, en force de travail, en moyens matériels et financiers) ;
- la solidarité à l'intérieur du groupe et vis-à-vis de l'extérieur ;
- le but non lucratif et le non-cumul des profits individuels ;
- la volonté d'épanouissement moral et intellectuel de chacun à l'intérieur du groupe et vis-à-vis de l'extérieur (formation des salariés, des usagers, des administrateurs...).

C'est aussi, plus ou moins consciemment autrefois mais avec de plus en plus de clairvoyance de nos jours, la volonté des acteurs de se prendre en charge sans attendre, sans implorer l'intervention de l'Etat-providence, sans attendre non plus le Grand Soir de la révolution. Si trop souvent, en effet, l'Etat est sollicité pour intervenir dans des domaines où l'on pourrait se passer de lui dès maintenant, à l'inverse on a trop tendance dans les milieux révolutionnaires à renvoyer au jour de la révolution la solution des problèmes qui se posent dans notre société sous prétexte que ce qui pourrait être créé à l'intérieur du régime actuel sera forcément entaché des vices du système. C'est choisir une solution de facilité et mettre en péril la construction de la société nouvelle. Celle-ci aura d'autant plus de chances de s'instaurer que la révolution pourra, dès le début, s'appuyer sur « les associations existantes, telles que : les syndicats de producteurs, les coopératives de consommateurs, les sociétés nationales et internationales d'enseignement, d'hygiène, d'urbanisme, d'études scientifiques, de travaux artistiques, de tourisme, de sport... » (Sébastien Faure : *Encyclopédie anarchiste*, Révolution). « Du passé faisons table rase », oui, en ce qui concerne les rapports économiques, de hiérarchie, d'inégalité sociale, etc., mais : « L'œuvre positive devra succéder pour ainsi dire sans interruption à l'œuvre négative. Reconstruire immédiatement, ce sera une nécessité, parce que la vie collective ne peut pas plus que la vie individuelle subir d'interruption prolongée... » (Sébastien Faure, op. cit.). C'est-à-dire qu'il faut consommer, et comme on ne peut consommer que ce que l'on a produit, plus vite on produira — dans de nouvelles conditions, bien sûr — mieux cela vaudra. Mais même dans une société libertaire, il faudra produire et gérer aux moindres coûts, sinon les désenchantements ne tarderont pas à apparaître avec tous les risques de contre-révolution qu'ils entraîneront, d'autant plus que les anciens privilégiés chercheront à revenir en arrière et qu'ils pourraient trouver, même dans le peuple, il ne faut pas s'illusionner, des alliés.

Et comme c'est en jouant soi-même de la flûte qu'on apprend à en jouer, c'est en gérant qu'on apprend à gérer... Les entreprises ressortissant à l'économie sociale permettent à ceux qui le souhaitent et qui en ont le goût d'acquérir des connaissances, les pratiques d'une saine gestion.

La révolution libertaire, pour réussir, aura donc besoin d'un grand nombre de gestionnaires acquis à sa cause ou, au moins, non hostiles. Voyons si, dans le domaine de l'économie, le secteur de l'économie sociale ne préparerait pas des citoyens aptes à vivre dans une société sans gendarmes, donc basée sur un haut

*Volonté anarchiste* (publication du groupe Fresnes-Antony de la Fédération anarchiste) portera également sur ce thème. Dans cette série d'articles, il sera donc plus particulièrement question de la coopérative et du mouvement associatif, ainsi que du crédit mutuel dont nous n'avions pas parlé dans l'étude précitée.

Disons avec Thierry Jeantet et Roger Verdier dans leur ouvrage *L'économie sociale* que : « L'économie sociale n'est pas une doctrine inspirée sortie toute armée d'un esprit génial, une morale dressée contre une économie associée. Elle est un constat, celui d'un état de faits issu d'une longue évolution, du pa-

ont pensé, par la création de sociétés coopératives, soit accélérer l'avènement du socialisme, soit, au contraire, empêcher la lutte des classes. L'objectif était, pour les seconds, la réalisation de cette « utopie réaliste » : la constitution d'une république coopérative par l'entente de toutes les unions coopératives nationales. Ainsi aurait pu être assuré « le développement de la personnalité humaine par la justice et la solidarité ». Ce fut le programme coopératif de l'école de Nîmes, dont les fondateurs et animateurs principaux furent Boyve et Charles Gide. Il fut formulé en 1905 sous le titre *Programme de l'Union coopérative des sociétés françaises de consommation* : « La coopérative a pour but de remplacer l'état compétitif actuel par un régime de libre association qui agence d'une manière équitable la distribution des richesses. La coopération de consommation ne veut pas se faire l'organe exclusif ni d'un parti politique, ni d'une Eglise, ni d'une classe sociale, mais de tous ceux qui veulent travailler à la réalisation de l'idéal coopératif... »

« Par l'entente de toutes les unions coopératives nationales, constitution d'une République coopérative dont l'objectif sera le développement de la personnalité humaine par la justice et la solidarité. » (Charles Gide : *L'École de Nîmes*).

Il y eut donc un mouvement coopératif « neutre » et un mouvement coopératif « socialiste » qui se sont combattus jusqu'en 1912. Les socialistes reprochaient aux neutres, avec raison, leur mentalité bourgeoise, leur manque d'idéalisme, leur égoïsme, leur esprit mercantile. Les socialistes considéraient les coopératives comme un instrument pour libérer la classe ouvrière, dont l'action était liée à celle des syndicats, des partis politiques. Les neutres voulaient transformer la société capitaliste en admettant dans les sociétés coopératives tous ceux qui en approuvaient la finalité, bourgeois ou prolétaires. Cependant, après bien des débats, un pacte d'unité était conclu le 25 décembre 1912, à Tours, où un congrès réunit les deux mouvements : l'Union coopérative (neutre) et la Confédération des coopératives (socialiste) qui se transformèrent en Fédération nationale des coopératives de consommation. Le manifeste d'unification déclare, entre autres : « L'Union coopérative et la Confédération des coopératives désireuses de mettre fin à un état de division qui fournit un prétexte à trop de sociétés pour n'adhérer ni à l'une ni à l'autre des organisations existantes, et retarde l'essor du mouvement coopératif... D'accord sur les principes essentiels de la coopération tels qu'ils ont été formulés par les Pionniers de Rochdale et appliqués depuis lors avec un succès croissant par des millions de travailleurs dans tous les pays, à savoir :

« la substitution au régime compétitif et capitaliste actuel d'un régime où la production sera organisée en vue de la collectivité et non en vue du profit ;

« L'appropriation collective et graduelle des moyens d'échange et de production par les consommateurs associés, ceux-ci gardant dorénavant pour eux les richesses qu'ils auront créées.

« Constatant l'accord de ces principes purement coopératistes avec ceux qui sont inscrits dans le programme du socialisme international, mais réclamant comme l'ont reconnu les congrès de Hambourg et de Copenhague l'autonomie du mouvement coopératif ;

« Laisant d'ailleurs à chaque société la liberté de disposer de ses bonis à son gré ;

« Excluant seulement les sociétés capitalistes ou patronales... »

« Décident de supprimer les organisations centrales existantes et de les remplacer par une organisation nouvelle qui s'appellera la Fédération nationale des coopératives de consommation, organe d'émancipation des travailleurs. »

(Fin de la première partie)  
André DEVRIENT

## ECONOMIE SOCIALE: TROISIEME VOIE?

niveau de responsabilité de chacun de ses membres. Voyons aussi dans quelle mesure les entreprises, les sociétés qui composent l'économie sociale pourraient former, l'ossature indispensable pour l'instauration de la société nouvelle.

Mais quels sont les secteurs d'activité qui composent l'économie sociale ? Ce sont :

- la mutualité ;
- les coopératives ;
- les associations à buts non lucratifs.

Nous avons déjà présenté la mutualité dans une étude parue dans *Le Monde libertaire*, en 1982 (n° 431, 432, 433, 436, 438), et un prochain numéro de

tient combat du faible contre des mécanismes implacables. C'est bien pour cela qu'elle doit nous intéresser.

### Le coopératisme.

Face à l'exploitation féroce exercée par le capitalisme libéral, les travailleurs se sont associés dans des organismes de défense et de lutte : partis socialistes de toutes les écoles, syndicats réformistes ou révolutionnaires. L'abolition du salariat, cette condition d'un nouvel esclavage engendré par l'ère industrielle, était le but de toutes ces organisations. C'est pourquoi certains socialistes, certains membres « éclairés » de la bourgeoisie

## Charte de l'économie sociale

### ARTICLE PREMIER

Les entreprises de l'économie sociale fonctionnent de manière démocratique, elles sont constituées de sociétaires solidaires et égaux en devoirs et en droits.

### ARTICLE 2

Les sociétaires consommateurs ou producteurs membres des entreprises de l'économie sociale s'engagent librement suivant les formes d'action choisies (coopératives, mutualistes ou associatives), à prendre les responsabilités qui leur incombent en tant que membres à part entière des dites entreprises.

### ARTICLE 3

Tous les sociétaires étant au même titre propriétaires des moyens de production, les entreprises de l'économie sociale s'efforcent de créer, dans les relations sociales internes, des liens nouveaux par une action permanente de formation et d'information dans la confiance réciproque et la considération.

### ARTICLE 4

Les entreprises de l'économie sociale :

- revendiquent l'égalité des chances pour chacune d'elles ;
- affirment leur droit au développement dans le respect de leur totale liberté d'action.

### ARTICLE 5

Les entreprises de l'économie sociale se situent dans le cadre d'un régime particulier d'appropriation, de distribution ou de répartition des gains. Les excédents d'exercice ne peuvent être utilisés que pour leur croissance et pour rendre un meilleur service aux sociétaires qui en assurent seuls le contrôle.

### ARTICLE 6

Les entreprises de l'économie sociale s'efforcent par la promotion de la recherche et l'expérimentation permanente dans tous les domaines de l'activité humaine, de participer au développement harmonieux de la société dans une perspective de promotion individuelle et collective.

### ARTICLE 7

Les entreprises de l'économie sociale proclament que leur finalité est le service de l'homme.



# ARCHITECTURE — CONCOURS JURY — MAFFIA

**A** PRÈS Beaubourg et le Forum des Halles, après le Vélodrome d'hiver et le ministère des Finances à Bercy, après le musée des techniques à la Villette, le jardin du parc de la Villette, un nombre important d'autres concours d'architecture sont ouverts : les immeubles fermant la perspective de la Défense, le nouvel opéra de la Bastille, et bientôt les pavillons pour l'Exposition universelle de 1989.

Ces concours créent une émulation qui pourrait sortir l'architecture de son marasme. Du moins l'architecture monumentale de prestige, car l'habitat du plus grand nombre, l'habitat ordinaire, quotidien, reste toujours dans ses normes désuètes sans qu'aucune initiative ne lance un plan de recherche. Des prototypes d'habitat fonctionnels et bon marché devraient disposer de bureaux d'études pour le moins aussi importants que celui du feu Concorde ou de la Renault-5. Mais non, là rien. Tout va vers l'apparat.

Non pas qu'il ne faille de nouveaux parcs publics à Paris, et les nouveaux parcs de la Villette, de Bercy, de Vaugirard, seront les bienvenus. Aucun gouvernement n'avait créé de parc public à Paris depuis Napoléon III. Non pas qu'un musée des arts et techniques, qu'un opéra populaire, qu'un vélodrome, soient inutiles. Seul le ministère des Finances aurait pu être oublié. Mais ces grands projets ne doivent pas masquer l'essentiel, c'est-à-dire le cadre de vie de la quotidienneté. Ils ne doivent pas non plus masquer le plus grand désarroi des architectes contemporains.

S'ils se ruent avec une telle frénésie dans les concours ouverts (près de mille candidats en moyenne pour chaque concours), s'endettant souvent pour une réussite hypothétique, c'est que les concours leur apparaissent souvent comme leur dernière chance. C'est un billet de loterie dont ils savent pourtant que les résultats sont plus ou moins faussés. Les concours d'architecture suscitent à la fois un grand espoir chez les architectes et une grande amertume.

Amertume car les concours sont presque toujours le prétexte à une joute politique. Chaque président de la République, chaque maire, a ses poulains qu'il joue

gagnant. Ça ne marche pas toujours. Par exemple, le président Pompidou jouait gagnant l'architecte Aillaud pour la Tête de la Défense. Dès qu'il fut son successeur, le président Giscard fit tomber Aillaud dans la trappe en ouvrant un concours qui donna gagnant l'architecte Willerval. Mais Willerval avait à peine commencé son travail qu'un troisième président, M. Mitterrand, jetait Willerval aux

à tel point que l'on pourrait facilement se passer des coûteux concours qui ne sont destinés qu'à occuper la galerie en mettant en jeu des figurants dont le grand nombre donne l'illusion de la démocratie.

De tout temps, l'architecture a été régie par une mafia qui investissait tous les pouvoirs. Hier, l'Institut symbolisait ce pouvoir, les architectes membres de l'Institut étant à la fois professeurs d'archi-

jurés tantôt lauréats) des concours d'architecture.

Le pouvoir architectural a été repris en mains, et solidement. Il y a beau y avoir mille concurrents à un concours ouvert le plus démocratiquement du monde, ce sont toujours les mêmes dix architectes qui se retrouvent à l'arrivée. Il est vrai qu'il suffit de regarder la liste des membres du jury pour être à peu près sûr du résultat. Le problème d'un concours est de réussir à primer le candidat souhaité par le pouvoir. Pour ce faire, le choix des membres du jury est primordial. Dans le choix des jurés réside l'orientation donnée au concours. Qui désigne les jurés désigne plus ou moins le lauréat.

Par ailleurs, les jury sont toujours alourdis par une masse de fonctionnaires, déferents envers le pouvoir qu'ils représentent et qui contribuent à figer les décisions, ne serait-ce que par le biais de leurs commissions techniques.

On me dira que les projets des lauréats sont toujours anonymes et que cet anonymat est une garantie d'égalité. C'est évidemment vrai pour les projets des architectes obscurs, inconnus, que personne ne reconnaît, mais c'est faux pour les copains des jurés qui ont tous montré leurs dessins en privé à leurs supporters éventuels, à charge de revanche lorsqu'ils seront eux-mêmes jurés. Et même s'ils ne le font pas par honnêteté, ils ont un style, une manière, que tout spécialiste reconnaît d'emblée. Pas besoin de signer.

Bénéfiques, si on les considère à courte vue, les concours d'architectes sont néfastes dans leur contexte. Néfastes pour l'architecture dans la mesure où les concours suscitent l'académisme, chaque concurrent, dans l'espoir de se faire remarquer, multipliant les « effets », le spectaculaire, le décor tape à l'œil. Néfastes pour les ateliers d'architecte que l'investissement financier nécessité par un concours conduit à l'endettement et à un rôle de cheval de course peu propice à la créativité.

Le jeu démocratique est si faussé dans ces concours que le tirage au sort du lauréat ne serait pas plus mauvais. Peut-être même aurions-nous ainsi d'heureuses surprises !

Michel RAGON



oubliées et ouvrait un nouveau concours qui sera jugé bientôt. Le malheureux Willerval était récupéré par M. Chirac qui en fit l'architecte des bâtiments entourant le Forum des Halles.

Ce petit chassé-croisé illustre bien un phénomène qui est celui de la permanence des architectes parmi les sélectionnés dans les concours, parmi les membres des jury. En réalité, juges et candidats ne forment qu'une même famille.

ture, désignant les Prix de Rome, accaparant les grandes commandes publiques. Aujourd'hui, les jeunes contestataires qui, vers 1968, ont déboulonné les pontes et réduit l'Institut au rôle de maison de retraite, ont accaparé le pouvoir architectural au nom du contre-pouvoir. A leur tour, ils régissent tout : conseillers officiels ou officieux des ministres, professeurs, membres des comités de revues et d'éditions, jurés ou lauréats (tantôt

## APRÈS LA FEMME-OBJET, LA FEMME-PINCEAU

**V** OULOIR réhabiliter la « femme objet » serait s'exposer à la vindicte de tout un assortiment de féministes, d'intellectuels, de militants de tous poils, et j'en passe... et c'est heureux qu'il en soit ainsi.

Le malheur veut que personne dans tout cet assortiment n'ait encore réagi alors que la presse et le milieu artistique applaudissent unanimement à la rétrospective d'Yves Klein qui fut, on s'en rappelle, l'inventeur de la « femme pinceau », notion tout aussi condamnable que celle de la femme objet.

Yves Klein a payé des femmes pour peindre elles-mêmes leur propre corps nu devant un parterre de snobinards intellectuels ou bourgeois, tout cela accompagné par les flonflons d'un orchestre classique. Ensuite, lui-

même étant affublé d'un costume avec cravate, chemise et gants blancs, leur demandait de se plaquer contre une toile blanche afin d'y laisser l'empreinte de leurs corps peints.

J'ai toujours cru que ce genre de spectacle était ordinairement réservé à certaines officines spécialisées de Pigalle. Bien mal m'en prit ! Yves Klein est tout simplement un mac (avec un « a », mon cher correcteur) qui, au nom de l'art, a osé ravalier la femme à un rôle grotesque et l'utiliser dans une mise en scène pour le moins douteuse, véritable atteinte à sa propre dignité.

Certains imbéciles prétendent qu'il a inventé par là le happening et la performance. Si cela avait été le cas, il se serait investi lui-même dans son projet. Désirant travailler sur l'em-

plainte, il aurait commencé avec son propre corps, et s'il avait eu besoin de partenaires, ceux-ci auraient partagé, sans être salariés, la recherche et le risque dans un travail commun.

Que Yves Klein ait joué sur le snobisme et le goût du scandale dans un milieu dégénéré prêt à prendre ça pour de l'art, cela me semble fort probable ; il en avait certainement le droit, ce genre de public ne méritant pas plus ! Mais, que pour assouvir son désir de gloire et d'argent il utilise la femme, cela le rend méprisable. Connaissant bien le mécanisme de la vente dans le marché de l'art, il savait que le meilleur moyen d'arriver à ses fins est la répétition. Il a réduit ce principe à sa plus simple expression : le bleu, et il a tout peint en bleu. Connaissant bien le snobisme des

amateurs pour le matériau noble qui les incite à l'achat, il a alors utilisé la feuille d'or. Ce n'est plus de l'art, c'est de la ficelle ! La ficelle l'a même amené à l'escroquerie pure et simple : il vendait des « zones de sensibilité immatérielle », c'est-à-dire du vent, contre de l'or. Essayez d'en faire autant et on vous mettra au gnouf ! Evidemment, étant un artiste, il bénéficiait de la complicité du conservateur d'un des grands musées de France qui lui servait de garantie. Ce conservateur prenait d'ailleurs une partie de l'or au passage pour son musée (musée privé).

Qu'il se soit trouvé de riches sœurs couillons pour se laisser prendre au truc, cela n'est pas trop dérangeant ! Mais que l'on emploie les grands moyens du monde publicitaire artistique pour nous rendre aussi stupides

que ces gens-là, voilà qui est scandaleux !

L'exposition d'Yves Klein a lieu à Beaubourg ; nous voilà enfin renseignés quant à la destination de notre usine à gaz : faire de nous un ramassis d'imbéciles. Voilà où nous mène le fait d'applaudir à n'importe quelle soi-disant « avant-garde ». Personne n'ose plus dire quand le roi est nu !

Je ne m'étendrai pas sur tous les aspects de ce que l'on appelle l'œuvre de Klein, elle découle de sa philosophie. Rosicrucien, Chevalier de l'ordre de Saint-Sébastien, catholique pratiquant, offrant des ex voto à Sainte Rita de Cascia, tout cela a des relents nauséabonds.

Phallo, macho, catho, barbeau, vous appelez ça un artiste ? Moi j'appelle ça un réactionnaire purant !



## Situation des exilés cubains (politique extérieure)

L'ODYSSÉE cubaine a commencé le 1<sup>er</sup> janvier 1959 et se poursuit encore. Au début, ne partaient que les politiciens et les militaires compromis dans les menées du gouvernement Fulgencio Batista, ainsi que les propriétaires effrayés par les premières lois économiques de la « révolution ».

Tout doucement, le processus révolutionnaire soutenu par le peuple s'est retourné contre lui. Le dynamisme est devenu inertie ; la spontanéité s'est muée en coercition et le désir populaire de justice sociale fut étouffé par les dogmes léninistes. La misère matérielle subsistait et la liberté fut chassée féroce.

Tout ceci a élargi le flot des départs. Aux politiciens, militaires et patrons ont succédé les techniciens et paysans, les artistes révolutionnaires dégoûtés, et des citoyens de toutes conditions. Il est assez difficile de faire des statistiques sur ces groupes : chacun d'eux répond à des motivations économiques, politiques, idéologiques et éthiques très différentes.

La ficelle s'embrouille encore plus si l'on sait que certaines familles qui ne possédaient rien jouissent aujourd'hui d'un grand bien-être économique, tandis que d'autres, autrefois puissantes, ont aujourd'hui un statut de salariés et dépendent du programme d'aide sociale nord-américain.

Cet échantillon très large des motivations des exilés rend impossible une explication unique. Les exilés ne sont pas un groupe uniforme et discipliné marchant derrière une idée commune. Il ne faut pas compter voir bientôt à Cuba une société plus juste. Mais les groupes politiques en exil ne contribuent pas à l'indispensable cohésion des Cubains. Il y a peu de temps, ces politiciens ont tenté de constituer un gouvernement en exil... sous les auspices de l'oncle Sam. Irions-nous jusqu'à penser que ce gouvernement n'a pour but que d'accentuer davantage les divisions et d'enrichir les « gouvernants » (qui ont bien sûr déjà constitué une caisse gouvernementale).

C'est ainsi que ces manipulations ont pu orienter le peuple pendant les tristes épisodes des Malouines. Les Cubains ont dansé le tango avec la musique du général Galtieri et ont pris parti dans une guerre qui n'était pas juste (comme toutes les guerres). Tout ceci sous prétexte qu'il fallait appuyer des revendications territoriales, puisque le gouvernement en exil exige lui aussi un territoire : Cuba.

La junte militaire argentine, la plus féroce de l'Amérique latine, a réussi à donner un certain vernis à son image maculée de sang.

Le général Galtieri est en retraite, le sang de beaucoup d'innocents a arrosé les îles et de nombreux individus essaient de justifier cette tromperie. Par malheur, une part considérable de l'exilé cubain a appuyé l'Argentine, par une fausse solidarité latino-américaine.

(Extrait de *Guangara libertaria*, journal de réfugiés cubains libertaires)

## Situation des exilés cubains (politique intérieure)

La politique intérieure de ce gouvernement d'exilés ne vaut guère mieux. Pourquoi créer des organes spécifiques de diffusion pour les Cubains ? Les Cubains seraient-ils un exemple à suivre dans l'art de gouverner ? Comment peut-on appuyer des Cubains qui ont servi Somoza ou Duvalier ? Ces tyrans ont été néfastes pour leur peuple et ne peuvent être présentés comme des archétypes de la démocratie. Ou alors, nous nions pour les autres peuples ce que nous voulons pour nous. Certains ont même applaudi le coup d'Etat du colonel Tejero en Espagne.

A part cela, le gouvernement des exilés veut la démocratie à Cuba. C'est Orwell qui affirmait qu'on ne peut pas être antifasciste sans être aussi antitotalitaire. Cette maxime peut

être étendue aux anticommunistes.

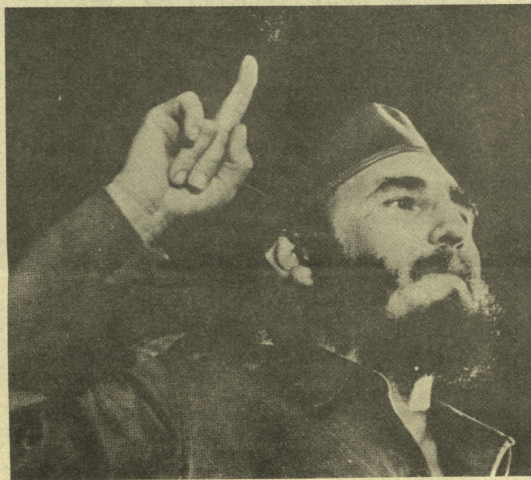
La bourgeoisie cubaine, avant Castro (latifundiste, importatrice et immobilière) affichait une grande dépolitisation, un conformisme pour tout ce qui venait du Nord. Elle se déchargeait du pouvoir politique pour que d'autres l'exercent en son nom, sans comprendre que cela entraînait le développement capitaliste du pays et menaçait son existence en tant que classe. Les bourgeois toléraient la corruption administrative et la spéculation à travers la fuite des capitaux, la fraude fiscale. Dans les derniers jours du régime Batista, ils firent preuve d'une inconscience inouïe en soutenant financièrement l'insurrection.

Représentant une économie vivrière, ils singeaient les étran-

gers dans tous les aspects de leur vie. Jusqu'en architecture où ils abandonnèrent le style colonial, adapté au climat, pour construire des résidences copiées sur les villas hollywoodiennes. Ils se désintéressèrent de nos artistes (Roldán, Caturla, Lezama Lima, Piñera, Wilfredo Lam, Carlos Enríquez) pour reproduire des navets étrangers. Propriétaires des mass-média, ils proposèrent au peuple des nullités : des feuilletons barbares et des mélodrames sensés accroître la sensibilité populaire. Ils exaltèrent les plus mauvais poètes, les plus mauvais chanteurs. Ils prirent pour prétexte le mauvais goût des pauvres qu'ils avaient eux-mêmes façonné. Enfin, il érigea un monument à la vulgarité.

Tout cela n'a pas disparu dans l'exil ; au contraire : nous ne sommes pas surpris de lire que Neruda était un poète médiocre, Picasso le responsable de la dégénérescence de l'art contemporain, Piñera un communiste, Alejo Carpentier un mauvais acteur. On continue à publier ces propos à Miami, suivant les mêmes sentiers qu'il y a trente ans, avec le triomphe du superficiel sur la beauté. La plupart des gens se contentent de consommer des produits, sans soupçonner l'existence de formes plus élevées. Aussi, assistons-nous à la mise en scène d'un théâtre bouffé facile. Nous ne nous opposons pas à des pièces comiques, mais nous n'acceptons pas la prolifération d'œuvres de ce type, voire le monopole sur des œuvres « à message ».

(D'après Enrique Guillermo Morató, *Guangara libertaria*)



## L'objection libertaire ou la révolution des consciences

« ADMETTRE la propriété, c'est admettre la violence et le meurtre, et ce n'était pas la peine de refuser le service militaire et policier pour admettre la propriété qui ne se maintient que par le service militaire et policier », affirme Léon Tolstoï dans une lettre adressée aux Doukhobors émigrés au Canada. Ce penseur libertaire (et chrétien !), qui montre ainsi quelles perspectives de remise en question de la société sont impliquées par le refus du service militaire, n'aurait pas nié non plus que celui qui est contre la guerre et la violence est par là nécessairement contre toute autorité ; car celui qui cherche la paix ne peut admettre d'être un jour contraint à la violence de la guerre.

D'autre part, ceux qui luttent contre l'Etat (c'est-à-dire les anarchistes et pas ceux qui attendent l'extinction mythique de l'Etat, confondant ainsi la sangsue capitaliste avec une chrysalide), luttent également contre la violence qui ne provient que de l'appareil répressif du pouvoir, protecteur des classes privilégiées. Aussi n'y a-t-il pas

d'autre lutte contre la violence que la lutte contre l'Etat.

Le combat contre la botte militaire ou policière, l'antimilitarisme, reste fondamental. De la question royale, des grèves de 1960, nous n'oublierons pas l'uniforme des assassins. De la Commune de Paris au Vietnam ou à l'Afghanistan, l'armée fut toujours le bourreau du peuple. Et s'il est vrai que les sceaux de l'Etat peuvent honorer le crime de maintien de l'ordre, il est plus vrai encore que rien n'efface la lâcheté des actes dans la conscience populaire.

Le refus de servir ce qui nous opprime et ceux qui poussent des peuples, des peuples entiers, à s'entremassacrer, n'est pas qu'un droit, c'est un devoir envers notre propre personne, un impératif de notre survie. « Soyez résolu de ne servir plus et vous voilà libres » (la Boétie). L'insoumission la plus totale contre l'Etat est la solution la plus rapide, encore que la plus risquée : elle reste une solution individuelle car nous n'avons à exiger le sacrifice de personne pour l'avènement d'un monde meilleur. Certes,

dans une période révolutionnaire, cette voie est tout à fait praticable car l'unité d'action d'individus conscients y est décisive... Mais face à la parcellisation de nos luttes et à l'émiettement de nos plus légitimes revendications par les structures autoritaires, il convient d'abord de réapprendre le combat collectif.

Tactiquement, il est préférable de permettre légalement à de nombreux individus de refuser le service militaire que de laisser les masses immobiles contempler le spectacle d'une poignée d'individus très conscients (trop audacieux diront certains) se risquer à l'illégalité. Cependant, ces deux options ne doivent pas rester inconciliables ; le légalisme des uns ne doit pas dénier la valeur de l'action des autres.

Pas plus que l'insoumission, l'objection de conscience n'est un produit de l'Etat ; ce dernier n'en a secrété que des statuts. Nombreux sont ceux qui luttèrent pour l'obtention d'un cadre légal, notamment des anarchistes comme Louis Lecoin. Cette attitude, sous l'influence des « modérés » (c'est-à-dire des catholiques — voir Saint-Paul

et l'obéissance aux autorités) peut rapidement sombrer dans le réformisme le plus plat. Il faut se remémorer sans cesse que « l'aspiration vers une liberté déterminée implique toujours la perspective d'une nouvelle domination » (Stirner).

L'objection de conscience est d'abord un refus d'obéissance limitée ; l'objecteur dénie à qui-conque le droit de le forcer à obéir contre sa conscience. Or aucun pouvoir ne peut admettre l'autolimitation de son autorité, aussi le statut est-il un moyen de récupération.

Dans le premier numéro de *Pensée et action* (1956), Hem Day faisait d'ailleurs remarquer qu'« il est d'une nécessité vitale pour l'Etat de faire passer l'objection de conscience pour une forme d'obéissance à l'Etat ». Ce faisant, il sait très bien le danger qu'il court en permettant à tous de refuser une parcelle de son autorité.

Cela explique que la plupart des statuts sont des statuts d'objecteurs en temps de paix — en temps de guerre, objecteurs comme insoumis, s'ils veulent rester en accord avec leur démarche, ne peuvent avoir d'autre

choix que de se réunir sur les barricades de la grève générale révolutionnaire et de résister par la désobéissance civile appliquée et la désertion.

Cela explique le service civil de remplacement justifié par le service militaire, mais justifiant finalement ce dernier.

Enfin, pour maintenir l'objection de conscience dans sa marginalité, l'Etat a introduit nombre de mesures dissuasives, variables à volonté : longueur et rigueur du service, complications et lenteurs administratives. Contre cette situation, une action collective des objecteurs est indispensable rapidement, car la crise renforce encore les effets de ces mesures discriminatoires.

Mais s'il n'y a pas concertation et soutien mutuel avec ceux qui choisissent la voie difficile de l'insoumission, s'il n'y a pas action constante sur le pouvoir et contre son autorité, les objecteurs resteront quelques pions privilégiés sur l'échiquier de la bonne conscience démocratique.

(Extrait de *Noir*, journal de l'Alliance libertaire de Belgique).



# A PROPOS DE L'UNION LIBRE

par Jean Grave

**C**OMME nous l'évoquions la semaine dernière dans *Le Monde libertaire* n° 481, Jean Grave fut parmi l'un des militants anarchistes qui travailla avec le plus d'acharnement à la diffusion des idées libertaires. Né en 1854, dans le Puy-de-Dôme, mort en 1939 dans le Loiret, il assuma successivement, fait remarquable, la publication régulière pendant trente ans du *Révolté*, de la *Révolution* et des *Temps nouveaux*. C'est en 1860 que la famille Grave, abandonnant l'Auvergne, vint s'installer à Paris. Le petit Jean fréquente alors assidument l'école des frères et obtient son certificat d'études. Lorsque survient le siège de Paris et la Commune, voilà déjà cinq ans qu'il a choisi le métier de cordonnier. Simple ouvrier, il partage avec son père, alors garde national, une solide conviction républicaine. Entrant en 1877 au parti des travailleurs de France, il rompt trois ans plus tard avec celui. Désormais Jean Grave consacre toute son énergie à la cause libertaire. Ne possédant pas de grands talents d'orateur, c'est par l'écrit qu'il décide de propager la pensée anarchiste et c'est en tant que

journaliste qu'il consacre la plus grande partie de sa vie à la défense et à la promotion de la presse libertaire.

Ayant condamné tout d'abord sévèrement le réformisme coopératif et syndical, il se rendit compte que le Grand Soir n'était pas pour demain. La besogne révolutionnaire consistait essentiellement « à fourrer des idées dans la tête des individus ». Faisant appel à de nombreuses « personnalités » de son temps, Mirbeau, Luce, Pissaro, Signac, etc., il contribua efficacement au renforcement du rayonnement des idées libertaires.

Parmi ses principales œuvres, nous retiendrons *La Société future*, *L'Individu et la société*, *L'Anarchie*, son but, ses moyens, *Réforme et révolution* et enfin *La Société mourante et l'anarchie*. C'est de cette œuvre que nous extrayons les lignes que l'on lira ci-dessous. Ecrites en 1893, elles posent déjà le problème des relations affectueuses et amoureuses entre l'homme et la femme en tant qu'individus libres et responsables.

**L**ES anarchistes repoussent l'organisation du mariage. Ils disent que deux êtres qui s'aiment n'ont pas besoin de la permission d'un troisième pour coucher ensemble ; du moment que leur volonté les y porte, la société n'a rien à y voir, et encore moins à intervenir. Les anarchistes disent encore ceci : par le fait qu'ils se sont donnés l'un à l'autre, l'union de l'homme et de la femme n'est pas indissoluble, ils ne sont pas condamnés à finir leurs jours ensemble, s'ils deviennent antipathiques l'un à l'autre. Ce que leur libre volonté a formé, leur libre volonté peut le défaire.

Sous l'empire de la passion, sous la pression du désir, ils n'ont vu que leurs qualités, ils ont fermé les yeux sur leurs défauts, ils se sont unis, et voilà que la vie commune efface les qualités, fait ressortir les défauts, accuse des angles qu'ils ne savent arrondir ; faudra-t-il que ces deux êtres, parce qu'ils se sont illusionnés dans un moment d'effervescence, paient de toute une vie de souffrance l'erreur d'un moment qui leur a fait prendre pour une passion profonde et éternelle ce qui n'était que le résultat d'une surexcitation des sens ?

Allons donc ! Il est temps de revenir à des notions plus saines. Est-ce que l'amour de l'homme et de la femme n'a pas été toujours plus fort que toutes les lois, toutes les pruderies, toutes les réprobations que l'on a voulu attacher à l'accomplissement de l'acte sexuel ?

Est-ce que malgré la réprobation que l'on a jetée sur la femme qui trompait son mari — nous ne parlons pas de l'homme qui a toujours su faire la part large dans les mœurs — cela a empêché un seul moment les femmes de faire leur mari cocu, les filles de se donner à celui qui leur avait plu ou avait su profiter du moment où les sens parlaient plus fort que la raison ? L'histoire, la littérature, ne parlent que d'hommes ou de femmes cocufiés, de filles séduites. Le besoin génésique est le premier moteur de l'homme : on se cache, mais on cède à sa pression.

Pour quelques esprits passionnés, faibles ou timorés qui se suicident avec l'être aimé, parfois n'osant rompre avec les préjugés, n'ayant pas la force morale de lutter contre les obstacles que leur opposent les mœurs, et l'idiotie de parents imbéciles, innombrable est la foule de ceux qui se moquent des préjugés... en cachette. Cela



a seulement contribué à nous rendre fourbes et hypocrites et voilà tout.

Pourquoi vouloir s'entêter à réglementer ce qui a échappé à de longs siècles d'oppression ? Reconnaissons donc, une bonne fois pour toutes, que les sentiments de l'homme échappent à toute réglementation et qu'il faut la liberté la plus entière pour qu'il puisse s'épanouir complètement et normalement. Soyons moins puritains et nous serons plus francs, plus moraux.

L'homme propriétaire, voulant transmettre à ses descendants le fruit de ses rapines, la femme ayant été jusqu'ici considérée comme inférieure, et plutôt comme une propriété que comme un associé, il est évident que l'homme a façonné la famille en vue d'assurer sa suprématie sur la femme et pour pouvoir, à sa mort, transmettre ses biens à ses descendants, il a fallu qu'il rendit la famille indissoluble. Basée sur

les intérêts et non sur l'affection, il est évident qu'il fallait une force et une sanction pour l'empêcher de se désagréger sous les chocs occasionnés par l'antagonisme des intérêts.

Or, les anarchistes, que l'on a accusés de vouloir détruire la famille, veulent justement détruire cet antagonisme, la baser sur l'affection pour la rendre durable. Ils n'ont jamais érigé en principe que l'homme et la femme à qui il plairait de finir leurs jours ensemble ne pourraient la faire sous prétexte que l'on aurait rendu les unions libres. Ils n'ont jamais dit que le père et la mère ne pourraient élever leurs enfants, parce qu'ils demandent qu'on respecte la liberté de ces derniers, qu'ils ne soient plus considérés comme une chose, comme une propriété par leurs ascendants. Certainement, ils veulent abolir la famille juridique, ils veulent que l'homme et la femme soient libres de se

donner et de se reprendre quand cela leur fait plaisir. Ils ne veulent plus d'une loi stupide et uniforme réglementant leurs rapports dans des sentiments si complexes et si variés que ceux qui précèdent de l'amour.

Si les sentiments de l'être humain sont portés vers l'inconstance, si son amour ne peut se fixer sur le même objet, comme le prétendent ceux qui veulent réglementer les relations sexuelles, que nous importe ! Que pouvons-nous y faire ? Puisque, jusqu'à présent, la compression n'a pu rien empêcher que de nous donner des vices nouveaux, laissons donc libre la nature humaine, laissons-la évoluer où la portent ses tendances, ses aspirations. Elle est, aujourd'hui, assez intelligente pour savoir reconnaître ce qui lui est utile ou nuisible, pour reconnaître, par l'expérience, dans quel sens elle doit évoluer. La loi d'évolution fonctionnant librement, nous sommes

certaines que ce seront les plus aptes, les mieux doués qui auront chance de survivre et de se reproduire. La tendance humaine, au contraire, est-elle, comme nous le pensons, portée vers la monogamie, vers l'union durable de deux êtres qui, s'étant rencontrés, ayant appris à se connaître et s'estimer, finissent par ne plus faire qu'un, tellement leur union devient intime et complète, tellement leurs volontés, leurs désirs, leurs pensées deviennent identiques, ceux-ci auront encore bien moins besoin de lois pour les contraindre à vivre ensemble ; est-ce que leur propre volonté ne sera pas le plus sûr garant de l'indissolubilité de leur union ?

Quand l'homme et la femme ne se sentiront plus rivés l'un à l'autre, s'ils s'aiment vraiment, cet amour aura pour résultat de les amener, réciproquement, à chercher de mériter l'amour de l'être qu'ils auront choisi. Sentant que le compagnon ou la compagne que l'on aime peut s'envoler du nid du jour où il n'y trouverait plus la satisfaction qu'il avait rêvée, chaque individu mettra tout en œuvre pour se l'attacher complètement. Comme dans ces espèces d'oiseaux où, à la saison des amours, le mâle revêt un plumage nouveau et éclatant pour séduire la femelle dont il veut s'attirer les faveurs, les humains cultiveront les qualités morale qui doivent les faire aimer et rendre leur société agréable. Basées sur ces sentiments, les unions seront rendues indissolubles plus que ne pourraient le faire les lois les plus féroces, la compression la plus violente.

Nous n'avons pas fait la critique du mariage actuel qui équivaut à la prostitution la plus éhontée : mariages d'affaires, où les sentiments affectifs n'ont rien à voir, mariages de convenance arrangés — dans les familles bourgeoises surtout — par les parents, sans consulter ceux que l'on unit ; mariages disproportionnés où l'on voit de vieux gâteux unir, grâce à leur argent, leur vieille carcasse menaçant ruine, à la fraîcheur et à la beauté de toutes jeunes filles ; vieilles drôlesses achetant, à force d'écus, la complaisance de jeunes marloux payant, de leur peu et d'un peu de honte, la soif de s'enrichir. Cette critique a été faite et refaite, à quoi bon y revenir ? Il nous a suffi de démontrer que l'union sexuelle n'a pas toujours revêtu les mêmes formalités, qu'elle ne peut atteindre sa plus grande dignité qu'en se débarrassant de toute entrave. A quoi bon chercher autre chose.



NOTES DE LECTURE

## « L'IMAGINAIRE SUBVERSIF »

par l'Atelier de création libertaire

**C**ES temps-ci, tu l'as sans doute remarqué, la révolte n'est vraiment pas dans son assiette. Un jour, elle rase les murs. Hagarde. Furtive. Blême comme les ruelles tortueuses du réformisme socialo-communiste où elle traîne aujourd'hui ses bonnes dispositions à l'égard du pouvoir. Le lendemain, changement de disque. Elle troque son costume étriqué d'employé aux écritures pour des hardes préfabriquées dans les supermarchés de la récupération et elle nous joue la grande scène du II. No future, déclame-t-elle alors à tous vents ! Il n'y a plus rien ! Plus plus rien ! Et rien ne vaut la peine de rien !

De toute évidence, la révolte semble donc mal dans sa peau. Quand elle n'a pas le rouge de la mauvaise conscience au front, elle fait dans le déballage programmé d'une désespérance qui sonne désespérément faux. Quand elle ne s'essaye pas à faire sérieux et réaliste en frayant avec les épiciers du changement, elle ressemble à ce clown triste qui croit montrer son cul à la face du monde, alors qu'il ne fait qu'exhiber sa misère aux yeux d'un public qui n'en a rien à foutre. Bref, en un mot comme en cent, la révolte n'est pas au mieux de sa forme. Elle erre, pitoyable, de résignation en désespoir de carnaval, et de désespoir de carnaval en résignation. Elle ne croit ni au présent ni à l'avenir. Elle a mal à l'espoir et à la révolution. Elle crève de manquer de perspectives.

Dans ces conditions, tenter de remettre à l'honneur, comme le proposait ce livre, l'imaginaire subversif est on ne peut plus de circonstance. L'imaginaire subversif, l'un des plus beaux atouts de la révolution anarchiste, possède en effet des arguments de poids pour remettre la révolte sur les rails de l'espoir. C'est l'affirmation, la démonstration même, de la nécessité de la simultanéité entre la destruction radicale du vieux monde et l'anticipation de l'avenir. La révolte peut donc, à son contact, y trouver des perspectives sans pour autant se sentir coincée dans un projet préfabriqué de type contraignant. Car l'imaginaire subversif est un projet qui non seulement n'exclut pas l'imagination, mais qui implique l'imagination permanente. Un projet qui se construit sans cesse, donc, et ce sur la base de la destruction du présent.

Hélas ! trois fois hélas ! ce livre, qui avait tant à dire sur l'imaginaire subversif, perd lamentablement son temps à dis-

courir sur l'utopie, en essayant de la réhabiliter. Dans la présentation du bouquin, on peut lire en effet que l'utopie « n'est pas seulement ce caractère absolu et totalitaire dénoncé par ses détracteurs », mais que c'est aussi « une rupture avec le temps, l'histoire, l'espace, et que cela donne à voir la réalité et ses limites, le monde par son envers ». Et plus loin, Amadéo Bertolo poursuit : « La thèse du présent texte est que dans la majeure partie de ses significations, l'utopie représente une dimension non éliminable et positive de l'homme, la dimension de l'espérance, de la volonté innovatrice, de la créativité... », et les onze autres textes, tous fort intéressants, de Marianne Enckel sur le Mouvement perpétuel, de Murray Bookchin sur l'Utopisme et futurisme, de Ronald Creagh sur Utopies vécues... fonctionnent sur cet axe-là. D'une part, on est lucide sur la logique de l'utopie, sur sa dimension profondément totalitaire, sur sa propension à figer le temps et l'espace, et d'autre part, on essaye de mettre en lumière ce soi-disant caractère positif de l'utopie que constituerait sa rupture avec le présent et son appréhension de l'avenir.

Le problème, tout le problème en fait, est de savoir si on peut ne retenir qu'un aspect de l'utopie. Pour ma part, je ne le pense pas. L'utopie est un tout et sa rupture avec le présent, comme le fait qu'elle fige toujours le temps et l'espace, sont parties intégrantes de sa logique totalitaire. En d'autres termes, s'évertuer à chercher un caractère positif dans l'utopie et ramer comme un galérien pour y découvrir quelques onces d'imaginaire subversif, c'est un peu comme si on tentait de réhabiliter Hitler en s'appuyant sur le fait qu'il était un écologiste avant l'heure dans la mesure où il aimait les fleurs... et qu'il avait obligé les industriels de la Ruhr à mettre des filtres antipollution sur les cheminées des usines.

Bref, il eût mieux valu faire une analyse de l'utopie, en dégageant ce qui fait son être profond, et opposer à l'utopie l'imaginaire subversif, c'est-à-dire la capacité à rompre avec le présent et à penser l'avenir, sans pour autant figer le temps et l'espace de manière totalitaire.

Domage, donc. L'anarchisme a tant à dire à ce propos. Enfin, ça sera pour une prochaine fois.

Jean-Marc RAYNAUD

L'imaginaire subversif, aux Editions Noir, Atelier de création libertaire.



CINÉMA

## « GANDHI », dans une mise en scène de Richard Attenborough

**M**ONSIEUR Attenborough présente aux spectateurs français un long métrage hors du commun pour plusieurs raisons : tout d'abord, ce grand metteur en scène projette devant nos regards éblouis une fresque superbe que l'industrie cinématographique n'offrirait plus depuis les super-productions hollywoodiennes. Attenborough a impressionné plus de trois heures de pellicule ; il a fait déplacer des milliers de figurants, et sa caméra s'est baladé à travers l'Inde, ce pays qui représente à peu près un quart de l'humanité. Ce bonhomme du cinématographe n'a pas fait un documentaire sur ces hommes extraordinaires secoués par les religions entassées en Inde ; il n'a pas posé un œil bienveillant sur les paysages magnifiques de cette corne magique ; il a tout simplement raconté l'existence de Gandhi. Ce petit homme, ce « fakir aux pieds nus », tout le monde le connaît ; sa vie est liée à l'indépendance de l'Inde et au combat exemplaire contre l'empire britannique mené d'une façon nouvelle et originale. Gandhi est celui qui a mis en pratique les principes de la non-violence active, et Richard Attenborough nous le montre ainsi... Gandhi, d'Afrique du Sud en Inde, vole de victoires en victoires ; ce petit homme ridiculise les Anglais ; il est écouté par tous, et le réalisateur nous le montre comme l'acteur de l'indépendance face à un empire fatigué dans un siècle meurtrier.

Malheureusement, pour celui qui sait, la lutte pour l'indépendance n'a jamais été ce conte de fée raconté aujourd'hui au cinéma. Malgré le bon travail d'Attenborough, il est faux de croire que le « mahatma Guandi » a été le seul maître de cette lutte magnifique menée durant un demi-siècle. Certes, Gandhi — formidablement interprété par Ben Kingsley — était l'homme le plus apprécié par les centaines de millions de paysans exploités ; cet homme jouissait d'une grande admiration de la part des journalistes occidentaux qui ont aidé à la chute de l'image chevaleresque d'un empire essoufflé.

Mais Richard Attenborough a voulu trop en faire. Aujourd'hui, au milieu des missiles intercontinentaux et des cris d'horreur venus de Pologne ou de Turquie, il a voulu lancer à la face du monde l'image d'un nouveau prophète avançant sans peine à travers l'Inde en récitant la Bible.

Les plans panoramiques, les scènes de rues et les grandes manifestations ne dissimulent pas les difficultés de cet individu vieillissant face aux tiraillements entre Hindous et Musulmans. La mauvaise caricature de Jinnah, le leader musulman et fondateur du Pakistan, les traits grossiers de Nehru et l'image ridicule du gouverneur britannique ne doivent pas nous faire oublier que Gandhi, représenté dans les livres de classe comme « l'apôtre de la non-violence » a supplié les autorités anglaises pour que ses compatriotes luttent contre les Boers et les Zoulous d'Afrique du Sud. Il ne faudrait pas non plus omettre le rendez-vous avec le « Duce » Mussolini pour applaudir la parade de jeunes fascistes... Certes, Gandhi a mené à plusieurs reprises un combat honnête contre le principe des castes, contre l'exploitation des femmes et pour le rejet de l'empire britannique.

Richard Attenborough nous permet de constater ceci en omettant partout de signaler que l'Inde n'a jamais été le pays de la non-violence comme voudraient nous le faire supposer les mystiques de tous poils. Actuellement, les disciples de Gandhi sont rares et l'Inde ne file plus le rouet.

Gandhi est mort au moment où il constatait le décalage entre sa pensée et l'évolution de son pays. Attenborough ne pouvait pas nous montrer Gandhi face aux massacres de l'Assam ; le réalisateur n'a pas eu la force de coller à la dure réalité en nous démontrant l'illogique nostalgie des paroles de Gandhi face aux centrales nucléaires et aux bidonvilles de Calcutta.

Max

THÉÂTRE

## « Quand j'avais cinq ans, je m'ai tué »

**« J**E suis resté assis sur mon lit très longtemps. Assis, comme ça, longtemps, longtemps. J'avais quelque chose de cassé à l'intérieur, je sentais ça dans mon ventre et je savais pas quoi faire. Alors je m'ai couché par terre. J'ai tendu le doigt avec lequel il faut pas montrer et je l'ai appuyé contre ma tête. Et puis j'ai fait poum avec mon pouce et je m'ai tué. » Saint-Etienne-du-Rouvray, banlieue rouge de Rouen, où règnent en maîtres, outre le PCF, le gris et l'ennui des cités dortoirs et d'un printemps fainéant. Il arrive parfois qu'il s'y passe quelque chose, et cette fois-ci, ça se passait au théâtre des Alentours.

Né — à l'emplacement d'un ancien cinéma qui ne passait que des films de karaté ou pornos — de la volonté d'une troupe de théâtre, les Tréteaux Luminus, ce théâtre passe environ une fois par mois (outre ses créations) des troupes théâtrales s'adressant aux enfants, mais pas uniquement à eux.

Les Tréteaux Luminus ont une certaine expérience et ont souvent tourné en Normandie. Si leurs créations peuvent être classées dans le genre théâtre pour enfants, ils s'en défendent : « On commence toujours dans le théâtre pour enfants par hasard et nous voudrions faire sauter ces barrières. » Et il est vrai que leurs créations, comme par exemple : *Julie, qui avait une ombre de garçon* ou comme celle du théâtre du Gallon : *Quand j'avais cinq ans je m'ai tué*, ne s'adressent pas qu'aux enfants. D'ailleurs, pour cette dernière pièce, le nombre des adultes était nettement plus important que celui des enfants.

*Quand j'avais cinq ans...* a été créé d'après le livre d'Howard Buten, par le théâtre du Gallon de la Roche-sur-Yon. C'est une histoire d'amour racontée par un garçon de huit ans, Gil. Victime de la bêtise des adultes qui transforment ses rêves en symptômes et son amour en attentat. Pour ce qu'il a fait à Jessica, il se retrouve à la résidence home pour enfants *Les Paquerettes*, dans les mains des filiatres.

Très bien joué et monté, c'est un spectacle intelligent, drôle et sérieux à la fois, pour rire et pour pleurer... Le texte d'Howard Buten — obligatoirement réduit — a été préservé, et c'est très bien.

Après être passé à Dreux, le théâtre du Gallon passera au mois de mai à Noirmoutiers pour les rencontres théâtrales et le 10 mai à la Rochelle ; le 8 juillet, ce sera à Sablé-sur-Sarthe. Il compte reprendre cette pièce à la rentrée prochaine.

Si vous ne pouvez pas la voir, rabattez-vous donc sur le bouquin, un des meilleurs titres de cette bonne collection qu'est Point-Virgule.

L'auteur, Howard Buten, est un clown, mime, ventriloque, qui s'occupe d'enfants autistes pour lesquels il a inventé une méthode thérapeutique originale. On peut placer *Quand j'avais cinq ans, je m'ai tué* dans le courant de l'antipsychiatrie.

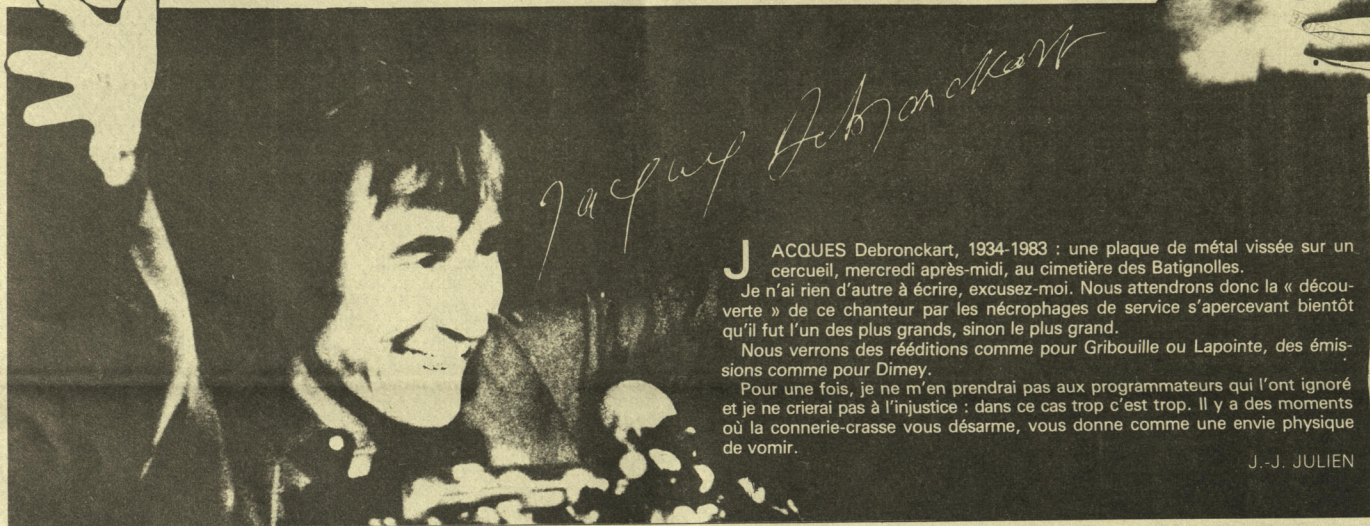
Jean-Pierre (groupe de Rouen)

Théâtre des Alentours : 17, rue Lazare-Carnot, 76800 Saint-Etienne-du-Rouvray.

Théâtre du Gallon : place du Théâtre, 85000 La Roche-sur-Yon.

Quand j'avais cinq ans, je m'ai tué, de Howard Buten, collection Point-Virgule, au Seuil.





**J**ACQUES Debronckart, 1934-1983 : une plaque de métal vissée sur un cercueil, mercredi après-midi, au cimetière des Batignolles. Je n'ai rien d'autre à écrire, excusez-moi. Nous attendrons donc la « découverte » de ce chanteur par les nécrophages de service s'apercevant bientôt qu'il fut l'un des plus grands, sinon le plus grand.

Nous verrons des rééditions comme pour Gribouille ou Lapointe, des émissions comme pour Dimey.

Pour une fois, je ne m'en prendrai pas aux programmeurs qui l'ont ignoré et je ne crierai pas à l'injustice : dans ce cas trop c'est trop. Il y a des moments où la connerie-crasse vous désarme, vous donne comme une envie physique de vomir.

J.-J. JULIEN

## Jacques Debronckart

La Fédération anarchiste française informe ses sympathisants et militants du décès de Jacques Debronckart, vendredi 25 mars 1983.

Depuis vingt ans, par sa présence et son talent, il a soutenu, sans jamais une seule défaillance, notre mouvement et nos idées.

A sa compagne et à sa fille, nous assurons que les anarchistes ont inscrit d'une façon totale, inaliénable, dans leur mémoire individuelle et collective, l'homme et son œuvre.

FÉDÉRATION ANARCHISTE

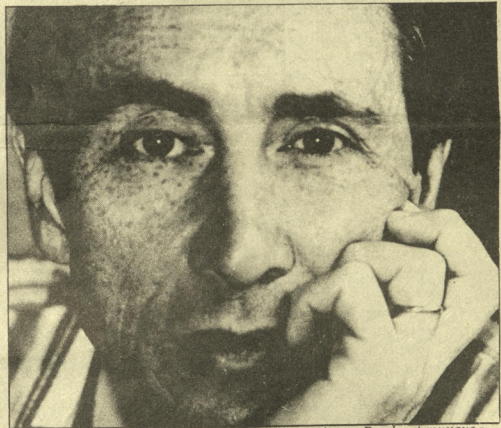


Photo « Paroles et musique »

## « GRAND ANGLE »

sur Radio-Libertaire

le lundi de 14 h à 18 h

**N**OUS vivons une époque, et nul ne l'ignore, où l'image est omniprésente, où l'esthétique n'est plus la seule donnée fondamentale à l'expression par l'art de pensées. Il est impossible de citer un domaine, qu'il soit économique, social ou autre, dans lequel n'interviennent pas les nouvelles techniques photographiques, vidéos ou cinématographiques. Il nous faut savoir, pour ne pas y être soumis, analyser une image (cela s'avère être fort utile, en publicité par exemple). Il n'est pas évident de réussir à tous coups ce pari, mais ce sont là des données (parmi bien d'autres) qu'il ne nous faut pas négliger.

Enfin, je rappellerai — petit détail technique très simple — qu'un grand angle est un objectif qui permet de photographier ou de filmer un plan large, histoire d'illustrer cette émission qui tient à se faire

d'une part l'écho du plus grand nombre de faits qui composent le monde de l'image, en favorisant évidemment ce qui ne perce pas le mur des médias conventionnels, mais aussi à s'investir dans un espace (celui de l'art) où les anarchistes ont toujours semé bon nombre de leurs aspirations créatrices.

De nombreux invités participent à *Grand Angle*. On peut compter parmi eux des réalisateurs de films, des photographes, des scénaristes. Les thèmes abordés sont variés : de l'esthétique photographique au réalisme socialiste à l'écran, en passant par le travail de photoreporter.

*Grand Angle* va par la suite s'investir dans une exposition ou « performance », peu importe le mot, ceci pour bien prouver que de la théorie à la pratique il n'y a qu'un pas : celui qui sépare le studio radio de la rue.

Jean-Luc

## SÉLECTION TÉLÉVISION

— **A2** : le 9 avril à 22 h 45 : jazz, *La Grande Parade du jazz*, avec Illinois Jacquet.

Le 11 avril à 19 h 45 : *Le Théâtre de Bouvard*, proposé et présenté par Philippe Bouvard.

Le 12 avril à 20 h 40 : *La Guerre des polices*, long métrage de Robin Davis, avec Brasseur, Jobert et Rich... Les rivalités entre « anti-gang » made in Mesrine et GIGN made in Corsica !

Le 13 avril à 14 h 05 : *Carnets de l'aventure*.

Le 14 avril à 21 h 40 : *Les Enfants du rock*.

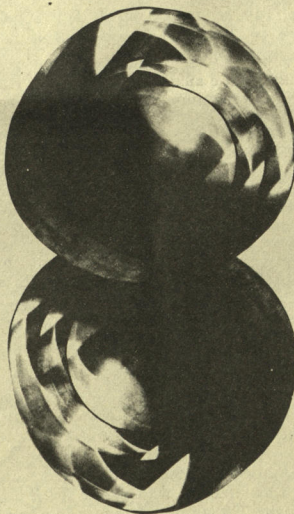
Le 15 avril à 23 h : hommage à Georges Cukor, *La Diabliesse au collant rose*, avec Sophia Loren, Antony Quinn.

— **FR3** : le 10 avril à 10 h 30 : *Mosaïque*.

Le 10 avril à 22 h 30 : *Les Misérables*, de Raymond Bernard, d'après le roman de Victor Hugo, avec Harry Baur, Charles Vanel, Charles Dullin... Un beau moment.

Le 12 avril à 19 h 55 : *Les Aventures de Tintin*.

Le 12 avril à 22 h 20 : le Centre national de la photographie présente *Une minute pour une image* (n° 72), d'Agnès Varda.



## 100 000 F POUR LA VOIX SANS MAÎTRE ET... SANS LE SOU !

Il existe, sur Radio-Libertaire, une émission qui a pour titre : « La bourse et la vie ». On aimerait que la station entière soit la bourse et la vie, mais malheureusement, c'est plutôt pour le moment « la bourse plate et la survie ».

Pas d'argent = survie. Continuer à vivre = argent

Vous le voyez, notre économie intérieure est simple. En ces temps d'austérité, cela devient de plus en plus difficile d'équilibrer son budget. Et ce ne sont pas les mesures prises par les socialistes qui vont arranger nos finances.

Nous, nous ne vous imposerons pas des mesures inqualifiables. Nous comptons plutôt sur votre volonté pour défendre un moyen d'expression, une radio libre, celle des anarchistes.

Alors, nous ne prendrons pas de ton cérémonieux, comme ceux qui nous mènent en bateau depuis des années, ces politiciens incapables de défendre d'autres intérêts que ceux des grosses fortunes : socialistes, libéraux, communistes, centrodroit-gauche, politico-catho-écolo-Bouchardeau, pour vous dire que nous avons besoin d'argent. Il faut que vous souscriviez !

A la date du 26 mars, nous avons reçu 12 000 F, c'est-à-dire 30% du coût d'un émetteur. Vous voyez, nous sommes encore loin de pouvoir améliorer votre confort d'écoute.

Et puis, vous savez, à qualité égale, souscrivez pour Radio-Libertaire, la France n'en sera que plus belle !

Pour le secrétariat  
Nelly

## PROCHAINS INVITÉS DE RADIO-LIBERTAIRE

• Mercredi 6 avril : « Les raisons de la colère » (19-20 h) : les différences et identités culturelles.

• « L'invité quotidien » (20-22 h) : Plume Latraverse qui présente en première exclusivité sur Radio-Libertaire son dernier album : *Métamorphoses*.

• « Cérémonie 1984 » (22-24 h) : reçoit Pop Circus, un espace d'artistes de Grenoble.

• Jeudi 7 avril : « Bisous-bisous » (14-16 h) : la défonce ! mais sans drogue..., avec Yves Frémion, Gudule et les auditeurs, au 262.90.51.

• Vendredi 8 avril : « La bourse et la vie » (10-12 h) : avec l'Agence pour la protection des eaux.

• « Le Fou parle » (12-14 h) : avec la revue *Le Fou parle* qui invite Yann Le Bonniec (comédien) et Bonnot (dessinateur).

• « Le magazine pour rire » (14-18 h) : avec Louis Capart, Vania Adrien Sens, les frères Amara, Gérard Delahaye, Ecarce Marie, Brigitte Sauvanne, les comédiens de *Si j'avais su*, actuellement au théâtre Les Lucioles.

• « L'invité quotidien » : Georges Mattei parle de la guerre des Gus.

• Samedi 9 avril : « Croissant show » (9-12 h) : avec Claire et Pascal Gennert, chanteurs libertaires. Ils présentent le festival de chanson d'Estissac 83 et leur nouveau tour de chant.

• « Prisons » (19-21 h) : avec Denis Langlois.

• Dimanche 10 avril : « Trisomie 21 » (20-24 h) : spécial Virgin Prunes + une interview et un enregistrement live.

• Mardi 12 avril : « La mémoire sociale » (10-12 h) : la vie et l'œuvre de P.-J. Proudhon (suite).

• « Allo maman bobo » (18 h 30-20 h) : avec le journal *L'Impatient*.

• Mercredi 13 avril : « Les raisons de la colère » (19-20 h) : les lieux de femme.



# SYNDICATS : CHANGEMENT OU RÉGRESSION ?...

LES relations partis-syndicats ont subi, depuis le 10 mai 1981, de nombreux avatars. Si la CGT roulait plein gaz pour le Parti communiste avant les présidentielles, la CFDT brandissait fièrement des revendications telle celle des 35 heures hebdomadaires. Le but transformé, la CFDT — Edmond Maire en tête — alla prêter serment au nouveau locataire de l'Élysée. Cela eut comme effet immédiat d'accroître le recentrage déjà effectué depuis un certain temps et de s'acheminer lentement à n'être qu'un rouage de la politique gouvernementale. Les 35 heures sous Giscard, c'était bien, mais avec Mitterrand, il faut être réaliste : acceptons les 39 heures...

La CGT, après l'échec électoral du Parti communiste, se contentait de dire que tout ce qui allait vers le changement était bien et qu'elle jugeait au coup par coup. Force ouvrière restait toujours indépendante, mais le temps qu'elle passait à dénoncer les infiltrations communistes lui faisait souvent se démarquer de l'éthique syndicaliste. Bref, les uns comme les autres ont leurs intérêts et leur place dans le jeu politique de la gauche parlementaire. Il y a eu des grincements, des

avertissements solennels, mais tout cela fait partie du jeu. On se demande même si les déclarations publiques des dirigeants syndicaux, toutes confédérations confondues, n'ont pas pour seul objet de rassurer les bases sur les agissements véritables des Maire, Bergeron et Krasucki... Une sorte de bulletin interne diffusé largement pour que les syndiqués de telle ou telle centrale puissent avoir une identité propre. Face aux représentants gouvernementaux, il est sûr qu'il doit y avoir un autre ton...

Nous n'en somme pas, dans la période actuelle, à une véritable situation de crise dans le syndicalisme. La base grogne, les cotisations syndicales rentrent lentement, mais les édifices confédéraux tiennent toujours. Pourtant, à l'annonce des dernières mesures draconiennes d'économie adoptées par le conseil des ministres, les protestations syndicales des responsables syndicaux ont été, dans l'ensemble, mesurées. Il est pourtant à craindre que cette fois-ci cela ne passe pas ; que la réponse à l'austérité se traduise par le dos rond et des cartes syndicales déchirées !

Les médias ont pourtant accordé beaucoup d'importance aux déclarations d'Edmond Maire. Il est vrai qu'il a mis

le paquet. *Le Matin* du lundi 28 mars lui fait même dire : « la gauche a les mêmes méthodes que la droite ». Diable ! le square de la rue Montholon aurait-il une crise d'antiparlementarisme ? Non, pas vraiment. Surtout qu'Edmond Maire semble surtout regretter le fait de ne pas avoir été consulté. L'austérité sous contrôle syndical serait-elle plus facile à supporter que la simple austérité de gauche ? La CFDT tient-elle absolument à nous montrer qu'elle saurait aider efficacement le gouvernement à serrer la ceinture d'un cran supplémentaire ? On se perd en conjectures devant l'énerverment du secrétaire de la CFDT.

Jacques Chérèque (numéro 2 de la CFDT) ne semble pas plus explicite : « je suis scandalisé qu'un gouvernement de gauche ne ressent pas comme nécessaire d'organiser une large concertation avec les syndicats sur un projet de cette ampleur. D'autant que ce sont encore les salariés qui sont les premiers visés ».

On demeure perplexe : « l'austérité, mais pas sans nous », est-ce le fond de la pensée de la CFDT ?

La CGT, par la bouche de Krasucki, s'est déclarée « d'accord sur les buts, mais pas

sur plusieurs dispositions importantes » du plan de rigueur présenté par le gouvernement. Continuant dans la droite ligne de la politique de la CGT : « on n'est pas contre, mais ça pourrait être mieux », Henri Krasucki a même déclaré au sujet des mesures gouvernementales qu'elles devaient « être modifiées, améliorées et complétées par des négociations dans l'intérêt des travailleurs et pour l'efficacité économique et sociale recherchée ».

De son côté, fidèle à la tactique de la CGT-FO, André Bergeron a immédiatement demandé à être reçu par Mauroy en personne. Le moins qu'on puisse dire, c'est qu'on est bien loin (en paroles tout au moins) de ce que Delors appelle « le soutien indispensable des organisations syndicales sans lequel rien n'est possible ». Même pour les tenants du renforcement de l'Etat et de son capital, les couleuvres gouvernementales ne passent plus. Surtout que Auroux et son ministère du Travail ont disparu de la scène politique (les lois Auroux étaient-elles si gênantes ?).

Il doit être assez ardu pour des « syndicalistes gouvernementaux » d'expliquer qu'on veut faire participer les ouvriers au développement de leur en-

treprise en prélevant sur leur salaire et que, dans le même temps, on augmente l'électricité, le gaz, le tabac, l'alcool... Les travailleurs qui ont voté pour la gauche regardent leur fiche de paye et se disent que le programme socialo-communiste, c'est comme un contrat d'assurance, il faut toujours lire les lignes en petits caractères !

Pour les dirigeants syndicaux, le choix est clair : ou bien se fonder un peu plus dans les rouages de l'Etat, ou revenir sur des positions syndicalistes. Ils devront y penser avant que leurs adhérents leur rappellent d'une manière ou d'une autre !

Les syndicats réformistes remplissent encore tant bien que mal leur rôle et organisent la majorité des travailleurs conscients, mais pour combien de temps encore ? Les dirigeants de la CGT tel Georges Séguy, stigmatisaient les anarcho-syndicalistes du début du siècle, les traitant d'« en dehors » de par leurs positions antiparlementaristes et leur éthique syndicaliste. Les anarcho-syndicalistes d'aujourd'hui peuvent dire que bientôt ce pourrait être les « syndicalistes gouvernementaux » qui pourront être au ban du mouvement ouvrier.

Jean-Pierre GERMAIN

## SUR LES FRÈRES ÉPAULES DU LAMPISTE

A lire et à écouter les médias, c'est le contingentement des devises pour les touristes français qui a constitué le gros scandale parmi toutes les mesures d'austérité (pardon, de rigueur) sorties du fameux tiroir de Mauroy. Il a éclipsé tout le reste. Comme si, justement, on avait voulu nous le faire oublier, ce reste... Et nous faire croire que, somme toutes, les plus malheureux sont ceux qui partent (hors de l'hexagone)...

En réalité, une famille de quatre personnages, par exemple, pourra toujours emmener de dix à douze mille francs (selon l'âge des enfants) en devises et francs Delors à changer sur place, ce qui n'est déjà pas si mal et n'empêchera personne d'aller camper ou de promener sa caravane sur la Costa Brava ou les bords de l'Adriatique. Bien sûr, ce pourrait être plus gênant pour les habitués de l'hôtellerie raffinée, mais gageons que ces messieurs-dames ont plus d'un tour dans leur sac de voyage pour pallier ces menus inconvénients. Restent les hommes d'affaires, PDG, membres des professions libérales. M. Quatrepoint verse, dans *Le Monde*, des larmes sur le sort de ces pauvres gens qui, pensez donc, ne pourront dépenser que mille francs par jour. Une misère, quoi !

Venons-en aux choses sérieuses, c'est-à-dire tout le reste qui constitue une ponction de l'ordre de quarante à soixante milliards pour boucher le trou de la Sécurité, alimenter les investissements industriels et réduire le déficit du commerce extérieur.

### De l'argent à gauche...

C'est le mois prochain que sera levé l'emprunt obligatoire représentant 10% de l'impôt sur le revenu payé en 82. Il concerne sept millions de contribuables qui avaient versé au moins cinq mille francs sur leurs revenus de 81. Il s'agit en partie, bien sûr, de cadres et de professions libérales. Mais des ménages d'ouvriers et d'employés, des célibataires se verront contraints, eux aussi, de mettre ainsi de l'argent... à gauche pour une durée de trois ans.

Parallèlement, l'épargne volontaire sera encouragée par un relèvement du taux d'intérêt et des plafonds de l'épargne-logement, tandis qu'un système d'« épargne-entreprise » serait envisagé pour drainer, nous dit-on,

une partie des augmentations de salaires vers l'investissement. Edmond Maire aurait même voulu que l'emprunt forcé soit prélevé directement par les patrons sur les salaires. C'était plus simple ! Les prolos qui rigolaient parfois en se demandant s'il ne fallait pas organiser une collecte au profit des singes ne se doutaient pas qu'ils étaient des précurseurs...

### L'impôt SS

Le prélèvement de 1% des revenus imposables de 1982 — impôt spécial Sécurité Sociale ou impôt SS — touchera tous les contribuables. Il sera perçu en septembre (bonnes vacances quand même !) et comme les services fiscaux sont débordés, on demandera probablement aux contribuables de le calculer eux-mêmes... C'est du sadisme !

A ces prélèvements, il convient d'ajouter les effets sur nos porte-monnaie des augmentations de 8% des tarifs des transports, du gaz, de l'électricité, de la mise en application des vignettes alcool et tabac, et l'entrée en vigueur, dès ce mois, de cette grande conquête sociale autant que socialiste qu'est le forfait hospitalier. Des exemples ont été publiés qui permettent de mieux percevoir les répercussions de toutes ces mesures. Voici les enseignements qu'il est possible de tirer de deux d'entre eux.

Le premier cas est celui d'un ménage avec deux enfants. Le père est ouvrier, la mère femme de ménage. Revenu imposable en 1982 : 60 000 F. Pas d'emprunt obligatoire (ils ont payé 1 000 F d'impôt sur les revenus de 1981). En revanche, avant le 1<sup>er</sup> juillet, il leur faudra déboursier 600 F au titre de l'impôt SS. En tenant compte des hausses de tarifs et des vignettes, pour une consommation moyenne, l'amputation du pouvoir d'achat d'ici à la fin de l'année peut être chiffrée à 1 000 F au moins.

Le même calcul pour un cadre dont les revenus se sont élevés à 22 000 F en 1982 (revenu imposable : 160 000 F) donne une perte de 4 650 F dont 2 000 F d'emprunt remboursable, avec les intérêts, dans trois ans.

Il est évident que le poids des « sacrifices » demandés n'est pas le même dans les deux cas. 2 650 F de perte quand on gagne 220 000 F dans une année, c'est une

égratignure légère. Pour un ménage ouvrier, 1000 F c'est, proportionnellement, beaucoup plus lourd et ça fait mal. Telle est la « nouvelle solidarité » — ô combien nécessaire, comme dirait un certain Edmond — conçue et appliquée par la gauche au pouvoir... Et notez, par-dessus le marché, que les exemples publiés n'évoquent pas le cas des familles bourgeoises milliardaires pour qui les revenus d'un cadre supérieur sont une misère...

### Sur les frères épaules du lampiste...

Les ouvriers, les employés sont, dans ce pays, cinq ou six fois plus nombreux que les cadres. C'est donc essentiellement dans leurs poches que s'effectuera la ponction des quarante à soixante milliards nécessaires au rétablissement des fameux « grands équilibres ». Le pouvoir en attend une baisse de la consommation de l'ordre de 2%. Certains se posent la question : et si les Français puisaient dans leurs économies au lieu de réduire leurs dépenses ? C'est une hypothèse plausible, sauf, bien sûr, en ce qui concerne les millions de salariés dont les comptes descendent régulièrement à zéro en fin de mois et qui éprouvent parfois quelques difficultés à payer les loyers et les charges. Ceux-là devront bien resserrer leur ceinture, d'autant plus que les hausses de tarifs accéléreront inmanquablement la hausse de l'ensemble des prix : probablement 1% en avril et 9% pour 1983, au lieu des 8% prévus. C'est Delors qui l'annonce et il est toujours optimiste, cet homme. On voit qu'une fois de plus le sort du pays repose sur les frères épaules du lampiste...

Ajoutons, pour conclure, que dans la logique du système, toute baisse de la consommation se traduit par une montée du chômage. Deux cent mille demandeurs d'emplois supplémentaires, des jeunes, sont attendus pour le début de l'automne. Où en serons-nous à la fin de l'année ?

La lutte contre le chômage est la priorité des priorités et il n'y aura pas d'augmentation des prélèvements obligatoires... N'était-ce pas là une solennelle promesse d'un nommé Mitterrand ?

Sébastien BASSON